



pôle emploi

LE

# **DIAGNOSTIC TERRITORIAL**

PÔLE EMPLOI MEXIMIEUX-MIRIBEL

Novembre 2017



## A L'OMBRE DU CÔTEAU

La topographie est à l'origine de la constitution du territoire : c'est un surplomb (donnant vue sur des kilomètres à la ronde) le long duquel se sont installés des populations en contrebas du coteau qui ont donné naissance à la Côtère.

Au sud-ouest de l'Ain, la Côtière (ou Côtière de l'Ain) est une région naturelle longée par un coteau long d'une quarantaine de kilomètres, commençant avec le balcon de la Croix-Rousse et se terminant à Meximieux. Elle s'articule autour de ses trois principales communes : Miribel, Montluel et Meximieux. Toutes les communes de cette région font partie de l'aire urbaine de Lyon.

Le coteau, d'où la Côtière tire son nom, constitue le rebord du plateau de la Dombes et se situe environ entre 190 m et 300 m d'altitude. La partie orientale du coteau, autrefois dénommée Côtière de Bresse, longe la rive droite de la rivière d'Ain sur une vingtaine de kilomètres de Meximieux et va au delà de notre territoire jusqu'à Pont-d'Ain.

La région est entourée à l'ouest par l'agglomération lyonnaise et par le Val de Saône. Le coteau de la Côtière débouche au nord sur le plateau de la Dombes. À l'est, la plaine de l'Ain constitue une petite région intermédiaire avec les prémices du Bas-Bugey. Enfin, au sud, la Côtière est longée par le passage du Rhône (le canal de Miribel).

Au nord, Chalamont est située dans la Dombes, à 10 km au nord de Meximieux, au croisement des routes Villefranche-sur-Saône - Ambérieu-en-Bugey et Meximieux - Bourg-en-Bresse. La ville est assise sur le plateau de la Dombes, et elle s'en proclame le point culminant. La commune de Chalamont appartient au bassin de vie de Meximieux. À vol d'oiseau, elle est plus proche de Bourg-en-Bresse (24 km) que de Lyon (37 km), mais appartient à l'aire urbaine de Lyon.



**11%**  
DE LA SURFACE  
DE L'AIN

**3**  
CANTONS

**4**  
COMMUNAUTÉS  
DE COMMUNES

**34**  
COMMUNES

...Géographie



## UN PETIT BOUT D'AIN AU BORD DU GRAND LYON

Rattaché à l'Ain pour des raisons historiques, le traité de Paris en 1355 qui place cette région sous la coupe de la Savoie, le territoire est depuis la fin de la seconde guerre mondiale de plus en plus tourné vers Lyon dont il fait clairement partie de l'aire urbaine.

C'est à l'abri de ce coteau qui sépare le territoire de la Dombes - et à proximité de Lyon - que sont venues s'installer des populations vivant de l'agriculture et de la vigne. Historiquement, à côté de la Dombes, du Bugey, de la Bresse ou de Lyon, des petits seigneurs dirigent ces territoires puis la Savoie jusqu'au traité de Lyon qui les rattache à la France.

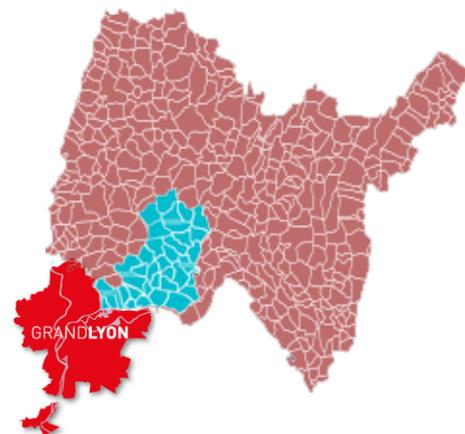
Les canaux de Miribelet de Jonage, construits à l'origine pour parer à d'éventuelles crues du Rhône ont favorisé l'implantation d'industries le long des canaux. L'extension du périmètre industriel s'appuie sur le développement des infrastructures autoroutières.

Après la seconde guerre mondiale, la culture de la vigne a peu à peu été abandonnée au profit de l'installation de populations venant de l'agglomération Lyonnaise. Cette tendance s'étend de plus en plus loin de Lyon jusqu'à Chalamont au cours des 10 dernières années de sorte que l'ensemble du territoire appartient désormais à l'aire urbaine de Lyon.

Le territoire est donc fortement marqué par la promiscuité de Lyon et de son agglomération. Les mouvements de population ou d'activités professionnelles entre le territoire et l'agglomération lyonnaise sont liés au logement, au travail, aux loisirs... Mais la Côtière ne fait pas partie du Grand Lyon : elle est administrativement située dans l'Ain. Cela a des impacts négatifs immédiats : actions non concertées des services publics, non coordination de projets d'un côté ou l'autre de la frontière, périmètre non concordant des transports collectifs, subventions inattribuables...

Le territoire connaît d'autres zones d'influence moins prégnantes ou qui ne vont qu'en s'atténuant : celle de Bourg au nord par sa proximité avec Chalamont, celle de Villars-les-Dombes au nord-ouest pour ce même canton, celle d'Ambérieu-en-Bugey au nord-est avec la ligne SNCF.

Enfin, à partir de la fin des années 60, le Parc Industriel de la Plaine de l'Ain quasi-attaché à notre territoire a progressivement installé le nucléaire et la logistique comme autre pôle de très forte attractivité.



# ...Histoire



## UNE FORTE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

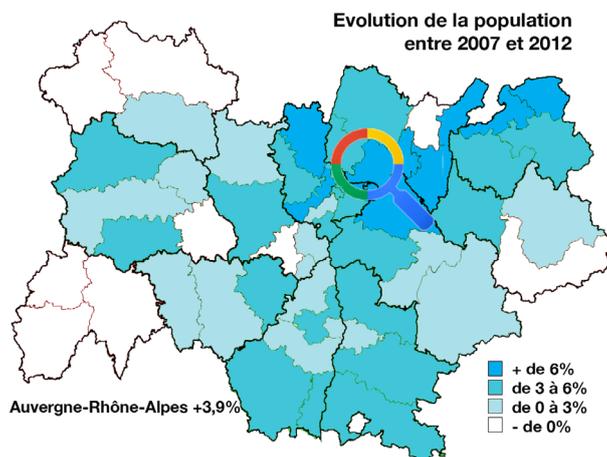
Quitter la ville pour fonder une famille et élever ses enfants dans un cadre plus adapté... Travailler à Lyon et vivre à la campagne... Voilà comment la population du territoire croît depuis 15 ans à l'image de toutes les zones péri-urbaines !

Le territoire du pôle emploi Meximieux-Miribel se caractérise par une forte croissance de la population. Il compte 73114 habitants en 2013 contre 69375 cinq ans auparavant (+5,4%)

Cette croissance est plus forte que celle de la région Auvergne-Rhône-Alpes (+4%), de Rhône-Alpes (+4,6%) mais moindre que celle du département de l'Ain (+6,6%). Ce mouvement est dans la lignée des 10 années qui ont précédées (+15%) contre 10% pour Rhône-Alpes et 15,9% pour l'Ain.

Le rythme de croissance naturel (+1,3% par an) est nettement plus fort que pour l'ensemble de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, mais très comparable à celui des autres territoires périurbains de la Région (+1,4% par an). Si les 2 piliers de la croissance démographique (solde naturel et solde migratoire) contribuent de manière équivalente à cette évolution, c'est de manière hétérogène sur le territoire : la Communauté de Communes de Chalamont a vu sa population augmenter avant tout en raison d'un solde migratoire positif alors que celles de Miribel et Montluel le doivent à un solde naturel positif.

Le jeu des migrations renforce la vocation résidentielle du territoire : arrivée de jeunes couples avec enfants compensée par le départ de jeunes pour poursuivre leurs études ou commencer leur vie active (5% des 15-19 ans et 8% des 20-24 ans ont quitté le territoire sur cinq ans). Les 15-24 ans représentent le quart des personnes ayant quitté le territoire.



**12%**  
**DE LA POPULATION**  
**DE L'AIN**

**7062 h**  
**+4,9%**  
**CC CHALAMONT**

**20748 h**  
**+5,3%**  
**CC MEXIMIEUX**

**24072 h**  
**+7,7%**  
**CC MONTLUEL**

**21232 h**  
**+3,1%**  
**CC MIRIBEL**

Evolution de la population entre 2008 et 2013

...Démographie



## UNE POPULATION GLOBALEMENT JEUNE

Si la population du territoire est plus jeune que celle de l'Ain ou de la Région, c'est plus dû aux tendances des années 2000 que 2010. Les jeunes couples d'il y a 10 ans ont pris un peu d'âge et la tendance s'est un peu essoufflée.



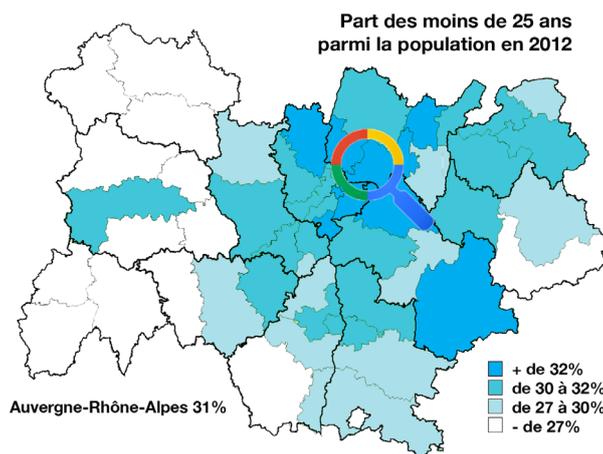
La population du territoire est relativement jeune : la part des plus de 65 ans est de 13% contre 16% en Rhône-Alpes. Les caractéristiques des ménages et de l'habitat confirment cette tendance : les couples avec enfants représentent 36% des ménages (29% en Rhône-Alpes alors que les personnes seules ne comptent que pour 1/4 des ménages contre 1/3 pour l'ensemble de la Région).

La population du territoire est jeune : 81% des résidents ont moins de 60 ans contre 76% pour la Région et 78% pour l'Ain. De la même manière, la population en âge de travailler (donnée sur les 15-59 ans) est aussi importante : 60% soit respectivement 2 et 3 points de plus que l'Ain et la Région. Ce sont en particulier les 45-59 ans dont la population croît le plus vite (+8,3%) et de façon assez homogène sur le territoire. Si la population de 15 à 44 ans est stable sur le territoire du pôle emploi, cela cache de réelles disparités : les 30 à 44 ans quittent Meximieux ou Miribel (-6%) mais augmente fortement sur Montluel (+10%) ; les 15 à 29 ans augmentent sauf à Montluel (-6%) et les plus âgés s'implantent tout particulièrement sur Montluel (+28% chez les plus de 75 ans)

Les caractéristiques des ménages confirment ces tendances : les couples avec enfants représentent 37% des ménages (27% en Auvergne-Rhône-Alpes et 32% dans l'Ain) alors que les personnes seules ne comptent que pour 1/4 des ménages contre 1/3 pour l'ensemble de la Région. Si les ménages sans enfant sont au niveau de la région ou du département, leur part a augmenté de plus de 10%, soit 2 fois plus que la région et 2 points de plus que le département. Le même phénomène se produit pour les familles monoparentales dont le pourcentage est à hauteur de la Région ou l'Ain (8%), mais dont la progression est au niveau du département (+16%) et 5 points de plus qu'Auvergne-Rhône-Alpes.

Au cours de la décennie précédente, la population des trentenaires avait fortement augmenté comme, dans une proportion moindre, celle des jeunes enfants (de 5 à 14 ans). Ces ménages ont avec enfants (45% contre 35% pour les «stables») sont passés dans la catégorie d'âge supérieure et leur progéniture quitte progressivement le foyer pour aller suivre leurs études.

Enfin, le pourcentage d'hommes (49,9%) et de femmes (50,1%) est quasi égal sur le territoire.



**60%**  
DE PERSONNES DE  
15 A 59 ANS

**+8,3%**  
POUR LES  
45 A 59 ANS

**73%**  
DES MENAGES SONT  
DES FAMILLES

Données 2013 et évolution par rapport à 2008

...Population





## **ACCES DIFFICILE AU LOGEMENT ET LA PROPRIETE**

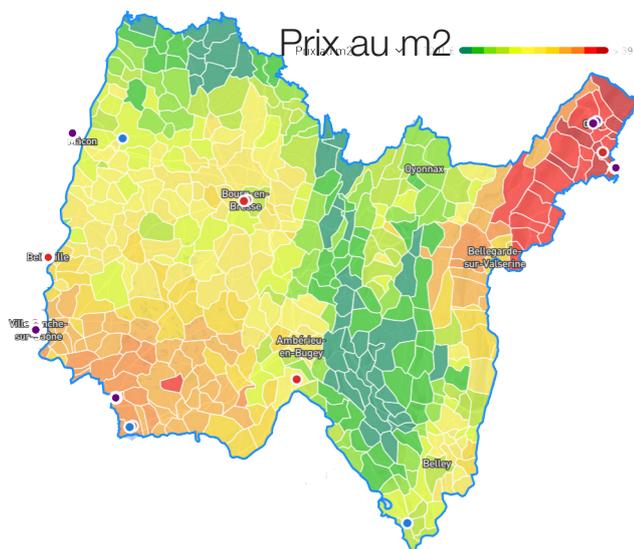
Avec 21600 maisons pour 8800 appartements, l'offre logement du territoire n'est pas facile d'accès, d'autant que 1700 logements seulement sont vacants. Les prix sont globalement élevés et il faut aller de plus en plus loin de Lyon pour trouver à se loger.

Les habitants vivent en maison individuelle (71% des résidences principales soit 5 points de plus que le département et 20 points de plus que la région). 68% des logements sont détenus au titre de la propriété ou de l'accèsion à la propriété. Les habitations sont plus grandes qu'au niveau régional : dans la zone, plus de 9 résidences principales sur 10 possèdent 3 pièces ou plus.

L'offre de logement est peu adaptée aux jeunes ménages, aux célibataires ou aux personnes fragiles (personnes âgées ou aux revenus modestes). En effet, le logement locatif est peu développé, notamment le locatif aidé (mis à part sur Montluel) ce qui ne favorise pas la mixité sociale. Si le prix des loyers (7,9€ le m2) est plus légèrement plus faible que pour l'Ain (8,7€) ou la Région Rhône-Alpes (9,3€), c'est surtout la part la part des appartements dans les logements principaux qui est faible : 29% contre 35% pour l'Ain et 49% pour la Région.

Ce sont les trentenaires des années 2000, ménages de nouveaux arrivants de la décennie précédente qui ont principalement bénéficié de l'accès à l'offre locative. Mais le taux de logements vacants est aujourd'hui de 5% seulement (7,5% dans l'Ain et 8,3% dans la Région). Les bailleurs sociaux comme Dynacité gèrent des patrimoines de biens locatifs, et les collectivités territoriales inscrivent dans leur PLH des actions pour réduire les difficultés d'accès au logement.

L'aspect résidentiel du territoire est souligné par le type de population qui s'installe : principalement des cadres, professions intermédiaires. La densité de population des cantons les plus proches de Lyon et le prix du logement explique également que les personnes viennent habiter sur une périphérie de plus en plus lointaine de Lyon. Le territoire est sous l'influence lyonnaise : quatre arrivants sur dix viennent de l'unité urbaine de Lyon. Le prix moyen du m2 à l'achat de maisons est de 2193€ mais cela cache des réalités bien différentes : de 2480€ pour Miribel à proximité de Lyon à 1918€ à Chalamont soit à hauteur du prix moyen du département.



Données INSEE 2009	Chalamont	Meximieux	Montluel	Miribel
Nombre d'habitants au km2	43,3	112,8	177,4	395,5
Superficie en km2	158,1	176,3	127,5	52,6

**2193€**  
**PRIX D'ACHAT**  
**MOYEN AU M2**

**5,5%**  
**TAUX DE LOGEMENTS**  
**VACANTS**

**29%**  
**TAUX DE LOGEMENT**  
**EN APPARTEMENT**

**8€**  
**PRIX MOYEN DU M2**  
**A LA LOCATION**

Données 2014 et prix immobilier 2017

**...Logement**



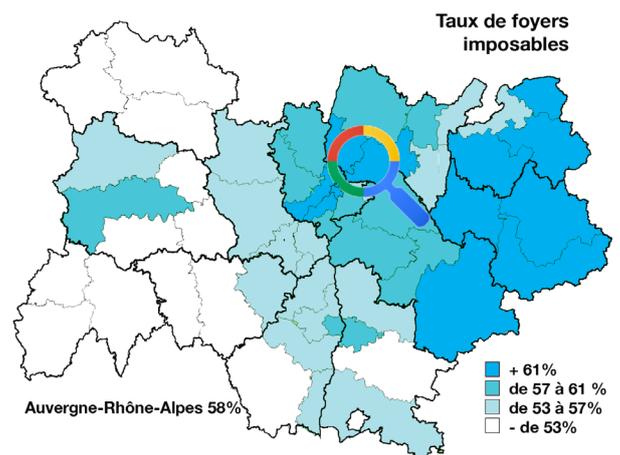
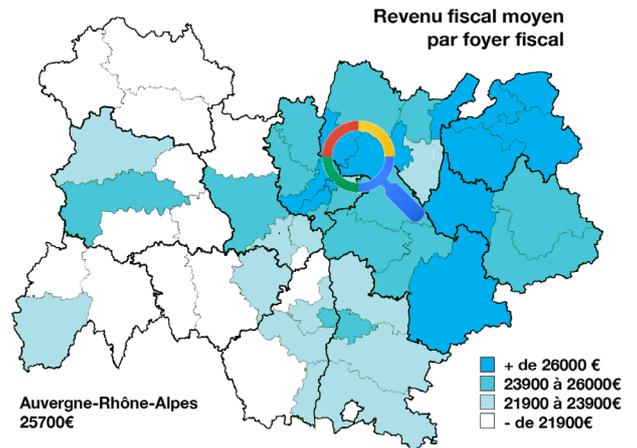
## DES REVENUS ELEVES MAIS TRES HETEROGENES

Le profil sociodémographique du territoire est typique de la périurbanisation (familles avec enfants, ménages nombreux), familles relativement aisées. C'est d'autant plus vrai qu'on se rapproche de Lyon. La dynamique d'ensemble cache cependant de réelles disparités.

L'aspect résidentiel du territoire est souligné par le type de population qui y réside : 34% sont des cadres, professions intermédiaires ou chefs d'entreprise, soit entre 5 et 6 points de plus que le département ou la région. A contrario, la part des ouvriers et employés (30%) est au niveau de la région et à peine inférieure à l'Ain. Cela cache cependant de réelles disparités : employés et ouvriers résident davantage sur les territoires de Chalamont et Montluel que Meximieux et Miribel. Enfin, retraités et personnes sans activité professionnelles (36%) sont moins nombreux que dans l'Ain (39%) ou la région (42%). Le territoire est un territoire d'actifs et correspond à l'espace touché par l'extension de l'agglomération lyonnaise.

Les éléments concernant les revenus confirment que notre territoire est « socialement favorisé ». Le revenu net imposable moyen par foyer fiscal en 2014 est de 27472 euros (contre 25878 euros au niveau régional et 24850 au niveau départemental). 67% des ménages sont imposables en 2013, soit 1 point de plus que la Région et 6 de plus que le département. Les résidents du territoire ont en moyenne des salaires nets mensuels de 100€ supérieurs à ceux de la région et 200 supérieurs au département. C'est surtout vrai pour les personnes de plus de 26 ans, confirmant la vocation du territoire à l'installation de ménages avec enfants (2,6 personnes par foyer fiscal contre 2,3 pour la région).

Tout cela cache cependant de réelles disparités à l'intérieur même du territoire. Disparités géographiques tout d'abord : la part des ménages imposables n'est que de 59% pour le canton de Chalamont, 65% pour Montluel, 68% pour Meximieux et 70% pour Miribel. Les mêmes phénomènes se retrouvent pour la médiane des revenus fiscaux (de 21787 à Chalamont jusqu'à 24922 pour Miribel). Les éléments qui concernent la politique du logement des différents territoire ou des éléments liés à la précarité sociale donnent d'autres éclairages sur ces disparités.



**1957**  
SALAIRE MOYEN NET  
PAR UNITE DE CONSO

**67%**  
PART DES MENAGES  
IMPOSABLES

**23482€**  
MEDIANE DES  
REVENUS FISCAUX

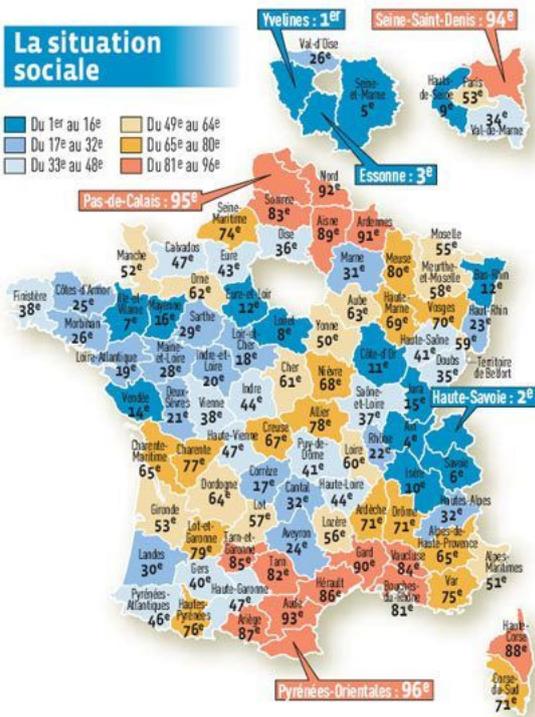
Données 2013 et revenus nets 2014

...Revenus



## DES ZONES DE PRECARITE IDENTIFIEES

Si Saint-Maurice-de-Beynost et Miribel, anciens CUCS, ne sont pas devenus des quartiers prioritaires, Montluel l'est devenu après intervention de la mairie car la commune n'aurait pas été concernée sur des critères purement statistiques.

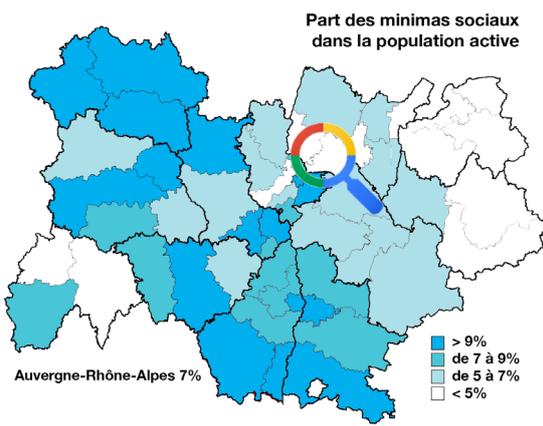


L'Ain est le 4ème département de France où la précarité sociale est la moins élevée et le 3ème département de France où le pourcentage de la population bénéficiaire des minima sociaux est le plus faible. Le taux de pauvreté est de 10,3% en 2012 (12,3% pour la région), le taux de chômage en 2016 de 7,3% (8,8% pour la région), 21,4% des ménages y bénéficient des minima sociaux pour plus de 50% de leurs revenus en 2014 (28,1% en région), 7 ménages pour 1000 y déposent un dossier de surendettement en 2013 et 10 ménages locataires sur 1000 y sont expulsés en 2013, soient des données au niveau de la Région mais 1 point moindre que l'ensemble de la France métropolitaine.

Les données sur la pauvreté et la précarité sociale à une échelle communale ou intercommunales sont très loin d'exhaustives en raison des conditions liées au secret statistique.

Le taux de pauvreté est encore inférieur sur notre territoire : entre 6,7% et 9% avec cependant des taux nettement plus élevés pour les communes de Montluel (12,6%), Saint-Maurice-de-Beynost (11,1%), Meximieux (10,7%). Montluel et Saint-Maurice-de-Beynost sont également les communes où la médiane du niveau de vie est la plus faible : 20000€ soit 1000€ en dessous de la région et le département alors que la moyenne du territoire du pôle emploi est de 24000€).

Les éléments concernant les revenus confirment que notre territoire est « socialement favorisé ». Le revenu net imposable moyen par foyer fiscal en 2014 est de 27472 euros (contre 25878 euros au niveau régional et 24850 au niveau départemental). 67% des ménages sont imposables en 2013, soit 1 point de plus que la Région et 6 de plus que le département. Les résidents du territoire ont en moyenne des salaires nets mensuels de 100€ supérieurs à ceux de la région et 200 supérieurs au département. C'est surtout vrai pour les personnes de plus de 26 ans, confirmant la vocation du territoire à l'installation de ménages avec enfants (2,6 personnes par foyer fiscal contre 2,3 pour la région). Ces 2 communes ont un taux élevés de pauvreté pour les locataires (24% pour Montluel et 21,4% pour Saint-Maurice de Beynost pour 15 à 19% en moyenne pour les autres communes). Elles sont aussi au niveau de la région pour la part des minima sociaux dans les revenus, tout comme Meximieux. Quant au niveau de vie du 1er décile (salaire au-dessous duquel se situent 10 % des salaires), il est de 11000 pour ces 3 communes comme l'Ain et Auvergne-Rhône-Alpes et supérieur pour toutes les autres communes.



# ...Précarité sociale



## UNE ECONOMIE A VOCATION INDUSTRIELLE

L'aménagement au milieu du XIXème siècle de canaux à Miribel pour assurer la maîtrise de l'eau, la proximité de Lyon et son agglomération et un réseau autoroutier qui traverse le territoire ont contribué au développement économique du territoire de la Côtière. Mais pas que...

Depuis 40 ans, l'ensemble du territoire du pôle emploi est passé de 12 400 emplois en 1975 à 28 234 en 2014, soit une augmentation de 127%. A titre de comparaison, la hausse n'est que de 48% dans l'Ain, 29% pour la Région et 26% pour la France métropolitaine pour la même période. Cette spécificité est cependant circonscrite aux territoires de Montluel et Miribel (+174%). En 1975, le territoire ne représentait que 9,2% des emplois de l'Ain, 12,4% en 2009 et 13% en 2014. Au cours des 5 dernières années observées, le nombre d'emploi est stable en France (+0,3%), plus faible dans l'Ain (+1,1%) que pour la région (+1,6%), mais reste en dynamique pour le pôle emploi (+5,9%) entraîné par Montluel (+12,3%) et Chalamont (+13,4%) alors que le nombre d'emplois de la zone de Meximieux est en baisse (+0,3%). Il y a cependant de réelles disparités selon que l'on observe les sphères présentielle ou productive.

Les emplois de la sphère présentielle sont en hausse sur tout le territoire au cours des 40 dernières années : de 60% sur la France, 70% sur la région, 89% pour l'Ain et 189% pour le territoire du pôle emploi (216% pour la zone Montluel-Miribel). Les mêmes pondérations sont visibles au cours des 5 dernières années : +1,2% de 2009 à 2014 en France, +2,9% pour la région, +4,7% pour l'Ain et +8,7% pour le territoire du pôle emploi (porté par Chalamont (+22,2%) et Montluel (+15,4%)). Les mouvements de population (+40% au cours des 10 dernières années pour Chalamont) et les politiques de logement pour Montluel expliquent en partie ces phénomènes. La sphère présentielle du pôle emploi représente 11,7% de l'Ain contre 11,2% 5 ans plus tôt.

Les emplois de la sphère productive sont en baisse en France (-10%) ou dans la Région (-9%) au cours des 40 dernières années pendant que ceux de l'Ain augmentent de 12% et ceux du pôle emploi de 82% (142% pour Montluel-Miribel mais -22% pour Meximieux et -49% pour Chalamont). Mais 6625 des 9310 de ces emplois nouveaux de l'Ain, soit 71% des emplois créés, le sont uniquement sur Montluel ou Miribel ! La baisse continue sur ces emplois de la sphère productive de 2009 à 2014 : -1,4% en France, -0,7% en Auvergne-Rhône-Alpes, -3,6% dans l'Ain alors que notre territoire résiste (+2,8%) porté par la zone de Montluel (+8,6%) et à un moindre niveau par Miribel (+0,8%). La sphère productive du pôle emploi représente aujourd'hui 15% de l'Ain contre 14% cinq ans plus tôt.

Le territoire est marqué par le poids important de la sphère productive : 46,2% contre 40,2% dans l'Ain, 36,2% en Auvergne-Rhône-Alpes ou 34,1% au niveau national. Encore une fois, le territoire est coupé en deux entre Chalamont (31,4%) et Meximieux (30,6%) d'un côté, et Montluel (44,2%) et Miribel (55,6%) de l'autre.

Enfin, si le poids des établissements publics (13%) est quasi équivalent au département (14%) ou la Région (16%), le nombre de postes des établissements publics (17%) est très inférieur à l'Ain (29%) ou la région (31%) bien que porté par la présence du Camp de la Valbonne.

**28234**  
**EMPLOIS**

**46%**  
**PART DES EMPLOIS DE LA**  
**SPHERE PRODUCTIVE**

**+5,9%**  
**EVOLUTION DES**  
**EMPLOIS 2009-2014**

Données 2014

#### Définitions :

La partition de l'économie en deux sphères, présentielle et productive, permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux.

Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires. Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.



# UNE VRAIE DYNAMIQUE D'ENTREPRISES

On entend régulièrement dans les médias que l'emploi industriel décroît dans notre pays. Ca n'est pas le cas pour notre territoire dans une zone s'étalant des Echets à Dagneux. Cette dynamique, même ralentie, est toujours présente en dépit des années de crise.

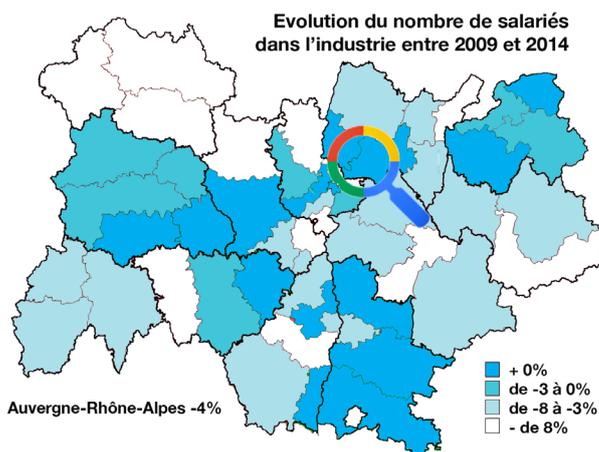


En 2015, le territoire regroupe 12,5% des entreprises et 12,4% des postes du département. Les créations d'entreprises représentent 7,8% de l'Ain et 12,6% des établissements ouverts dans l'Ain l'ont été sur notre territoire.

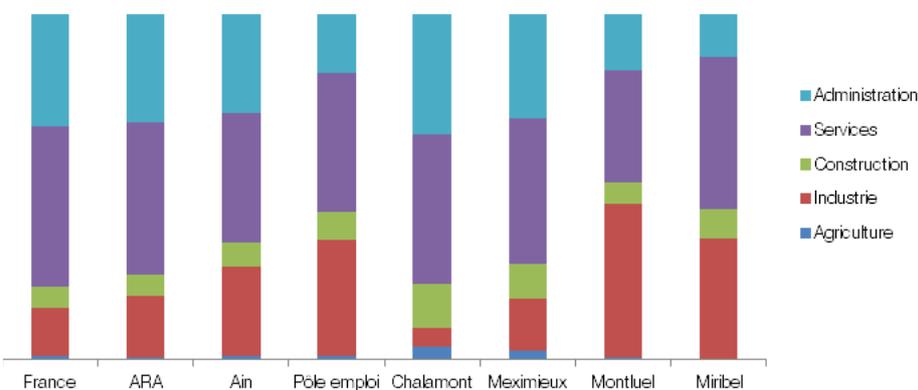
La structure des entreprises paraît assez similaire aux échelons départemental, régional ou national : 70% des établissements actifs sont sans salariés, 23% ont 1 à 9 salariés, 0,6% 10 à 19 salariés, 0,4% 20 à 49 salariés et 0,4% plus de 50 salariés.

La répartition des établissements du territoire selon les grandes familles d'activité ne diverge pas fondamentalement (à 1 ou 2 points près) des niveaux géographiques supérieurs : 5,3% dans l'agriculture, 7,5% dans l'industrie, 12,8% dans la construction, 61,4% dans les commerces et services et 13,1% dans les administrations. Les établissements agricoles sont cependant plus présents sur le territoire de Chalamont (16,3%), l'industrie sur ceux de Montluel (9,4%) et Miribel (7,8%), et les services sur celui de Miribel (65,7%).

Le territoire du pôle emploi se distingue concernant la répartition des postes par secteur d'activité : si l'agriculture (0,9%) est au niveau des autres niveaux géographiques et la construction juste un point ou 2 supérieure (8,2%), les autres secteurs sont plus marqués. L'industrie représente 33,6% des postes contre 25,9% pour l'Ain et 17,7% pour la région Auvergne-Rhône-Alpes pourtant plus industrielle que le pays (13,9%). C'est tout particulièrement vrai pour les zones de Montluel (44,2% soit 3129 postes) et Miribel (34,7% soit 3648 postes). Le commerce et les services (40,1%) sont plus présent que dans l'Ain (37,3%) mais moins que dans la Région 43,8%) et 53,4% de ces 4086 postes sont sur la zone de Miribel contre «seulement» 2293 pour Montluel . Enfin, le territoire est peu couvert par l'administration qui ne représente que 17,1% des postes (28,7% dans l'Ain et 31,4% en région). Leur poids relatif par zone est plus important là où le commerce et services et l'industrie sont les moins présents (Chalamont et Meximieux)



Répartition des postes par zone géographique



**6565**  
ETABLISSEMENTS  
ACTIFS EN 2015

**596**  
CREATION D'ETABLISSE-  
MENTS DE 2012 A 2015

**33,6%**  
PART DES POSTES  
DANS L'INDUSTRIE

Données 2015

...Entreprises



## DES HABITANTS ACTIFS ET OCCUPES

Les éléments statistiques sur la population active sont des éléments en trompe l'oeil : les taux d'activité et d'emploi sont particulièrement élevés mais 44% de la population travaille ailleurs que dans l'Ain.

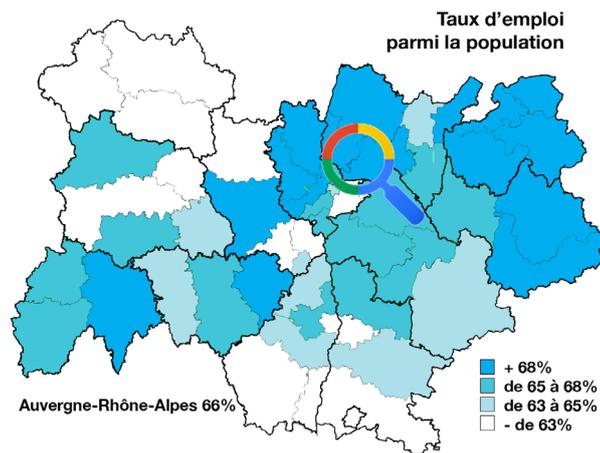
En 2014, 37261 actifs de 15 à 64 ans vivaient sur le territoire. La population active représente 78% de la tranche d'âge, soit 1 point de plus que le département et 3 de plus que la Région. Seul le canton de Miribel à un taux moins important (75,5%), en raison d'un taux d'activité des 15-24 ans (41,9%) qui est même en deçà de la moyenne nationale (42,2%). C'est typique de l'aspect résidentiel et du caractère aisé de la population de la zone. On retrouve ces caractéristiques à un moindre titre pour les 15-24 ans de Meximieux (45,7%), mais pas du tout pour Montluel (51,8%) où les jeunes vont travailler plus tôt (Ain 47%, ARA 43,7%). Les taux d'activités chez les 25-54 ans (93,7%) et plus de 55 ans (53,6%) sont 1 à 2 points plus élevés que l'Ain ou la région sur tout le territoire. Il en est pour les hommes (81,3%) ou les femmes (74,4%).

Non seulement le pourcentage d'actifs est élevé, mais en plus ces actifs sont occupés à 91% (Ain 89,6%, Région 88%, France 86%), soit 33907 individus. Pour les plus de 25 ans (92,5%) et les plus de 55 ans (91,7%), ces taux sont légèrement supérieurs aux taux départementaux ou régionaux à l'image du taux d'activité. Mais cela bénéficie clairement aux jeunes de 15 à 24 ans : 80% sont occupés, contre 77% pour l'Ain, 75% pour la région ou 70% dans le pays. Il n'y a pas de différence significative entre hommes (92%) et femmes (90%), à l'image des autres niveaux géographiques.

Globalement, la répartition géographique des actifs coïncide avec la répartition de la population, seulement nuancée par l'entrée différée dans le monde du travail des jeunes suivant des études post-bac.

Les habitants travaillant à temps partiel sont peu nombreuses sur le territoire : 16,2% pour les salariés contre 17,4% pour l'Ain et 19,9% pour Auvergne-Rhône-Alpes. Ils sont plus souvent en CDI qu'ailleurs : 88% contre 86% dans l'Ain et 84,5% en Région. Malgré la présence de 14 agences d'emploi, seuls 2,3% des habitants sont en intérim à hauteur des niveaux supérieurs. Les habitants sont peu nombreux en CDD (6,6% contre 8% dans l'Ain et 10% en région).

Attention cependant aux conclusions hâtives ! 44% des habitants travaillent dans un autre département... soit 10 points de plus que l'Ain et 3 fois plus que pour la région. La proximité du Rhône n'y est pas étrangère.



**44%**  
PART DES ACTIFS EN  
ACTIVITE EN DEHORS  
DU DEPARTEMENT

**78%**  
PART DE LA  
POPULATION ACTIVE

**91%**  
TAUX D'OCCUPATION  
DES ACTIFS

**88%**  
PART DES ACTIFS  
EN CDI

Données 2014

...Actifs



## **ACTIFS, DIPLOMÉS ET QUALIFIÉS...**

Toutes les caractéristiques d'un territoire périurbain se retrouvent aussi dans le niveau de formation ou de qualification des actifs qui y résident. Cela implique un vrai contraste dans les populations dans un périmètre réduit.

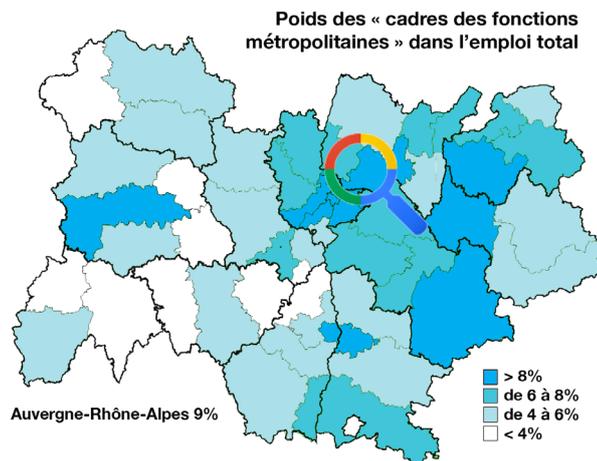
Le niveau de qualification des habitants est à l'image du caractère aisé du territoire.

60% des 25-54 ans sont titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme supérieur. C'est 3 points de plus que le département et au niveau de la région. Mais il y a des différences entre les zones du territoire : les zones de Meximieux et de Miribel ont un taux de 62% alors que celle de Chalamont n'est que de 54%. C'est à Miribel que le pourcentage de titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur est le plus élevé et de très loin : 43,5% contre 39% pour Meximieux et 37% pour Montluel. Ces 3 zones sont au-dessus de l'Ain (36,5%). La région (41%) se distingue par rapport au pays (39,5%).

Tous ces phénomènes se retrouvent sur le niveau de qualification des habitants : le territoire compte peu d'agriculteurs (0,9%), un pourcentage élevé d'artisans, commerçants ou chefs d'entreprise (6,7%), de cadres (16,8%), de professions intermédiaires (29%). Ces 3 typologies représentent plus de la moitié des actifs (52,5%) soit 7 points de plus que l'Ain, 5 de plus qu'Auvergne-Rhône-Alpes ou 6,5 de plus que le pays. En conséquence, employés (24,6%) et ouvriers (21,5%) ne représentent au total que 46% des actifs là où ils représentent la majorité des actifs pour tous les autres niveaux géographiques. Et encore ce phénomène est atténué par le canton de Chalamont qui ressemble davantage au reste de l'Ain.

Si notre zone ne représente «que» 11,5% des employés du département et 10,5% des ouvriers, 15% des cadres vivant dans l'Ain habitent sur notre territoire, 13,9% des professions intermédiaires et 13,4% des chefs d'entreprises. Malheureusement, emplois selon le lieu de résidence et emploi au lieu de travail sont loin d'être homogènes... ce qui implique la nécessité pour les populations d'être mobiles.

Dernière spécificité : la présence sur le territoire du Camp de la Valbonne et de ses 2 régiments : le 68e régiment d'artillerie d'Afrique qui compte 1200 militaires et le Régiment Médical de l'Armée de Terre (RMED) qui a un effectif de 1600 personnes.



**17%**  
PART DES CADRES  
DANS LES ACTIFS

**60%**  
PART DES TITULAIRES  
DU BACCALAUREAT

Données 2014

**CSP**



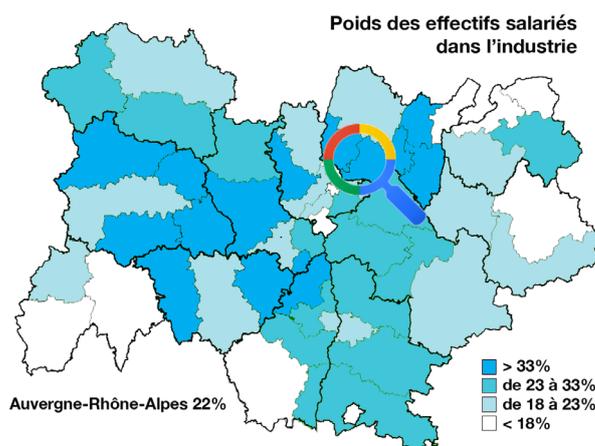
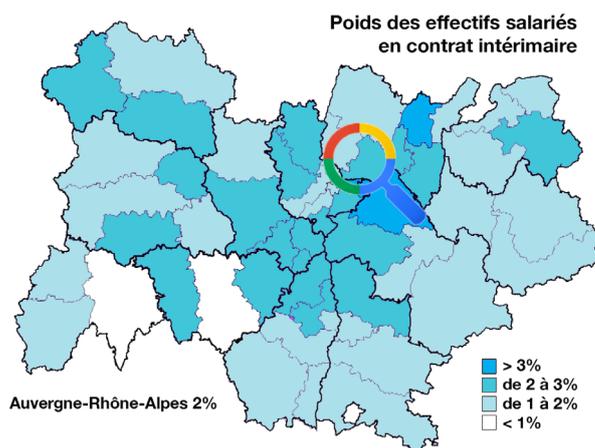
## DES EMPLOIS TRES LOCALISES

Les données de l'emploi au lieu de travail donnent un éclairage complémentaire sur la population active. Ceux qui travaillent sur notre zone ne sont pas nécessairement ceux qui y vivent.

Le territoire représente 13% des emplois au lieu de travail du département. Mais 50% de ces 28 130 emplois sont concentrés dans 4 communes sur 34 : Miribel (18%), Beynost (12%), Montluel (11%) et Dagneux (9%). Les 2 communautés de communes de Miribel et Montluel concentrent 80% des emplois pour 62% des actifs. Celle de Miribel a même plus d'actifs qui travaillent sur son territoire (11 736) que d'actifs qui y vivent (10 480). La communauté de communes de Montluel n'a pas à rougir de la comparaison : 10 714 emplois occupés pour 12 850 actifs. Cela reflète également l'aspect très résidentiel du territoire de Meximieux (4 406 emplois pour 10 662 actifs) et celui rural de Chalamont (1 274 emplois pour 3 528 actifs). A titre de comparaison, 217 500 personnes travaillent dans l'Ain pour 310 000 actifs qui y vivent, 3 173 000 personnes travaillent dans la région pour 3 727 000 actifs qui y habitent.

Sur notre territoire, ces emplois bénéficient peu aux femmes (45% des emplois occupés) soit 4 à 5 points de moins que les autres niveaux, sont moins à temps partiel que la moyenne (15%, 3 à 5 points en deçà de l'Ain et la région). Et le poids des emplois non salariés est similaire à ce qu'on trouve ailleurs : 10,4%. il y a cependant de grands contrastes entre Miribel et Montluel d'une part (essentiellement des emplois salariés à temps plein occupés avant tout par des hommes) et Meximieux et Chalamont (poids important des emplois non salariés et des postes à temps partiel majoritairement occupés par des femmes). Les zones industrielles ou activités sont au sud du territoire, le nord étant une zone de services.

Dans des proportions inverses à celle des actifs habitant sur le territoire, quasiment 50% des personnes qui travaillent sur le territoire sont employés (25,1%) ou ouvriers (24,6%). C'est moins que dans l'Ain (54%), mais plus que la région (48%). Si 16% des cadres travaillant dans l'Ain travaillent dans notre zone, cela représente 4100 emplois occupés pour 6300 cadres habitant notre territoire. Pour ceux-là, travailler nécessite d'être mobile en particulier dans le Rhône. Il en va de même pour les professions intermédiaires (7600 emplois occupés, 10900 actifs). Pour les employés (7100 emplois pour 9200 actifs), et les ouvriers (7000 emplois pour 8000 actifs), la mobilité est nécessaire pour ceux qui habitent le nord du territoire (Chalamont et Meximieux vers le PIPA ou la Côtière) mais moins pour le sud (Montluel ou Miribel) : 9400 emplois sont occupés dans le commerce, les services et le transport sur ces 2 communautés de communes, 5860 dans l'industrie et 2100 dans le bâtiment (en incluant Meximieux).



**55%**  
EMPLOIS OCCUPES  
PAR DES HOMMES

**13%**  
DES EMPLOIS DU  
DEPARTEMENT

**50%**  
DES EMPLOIS DANS  
4 COMMUNES

Données 2014

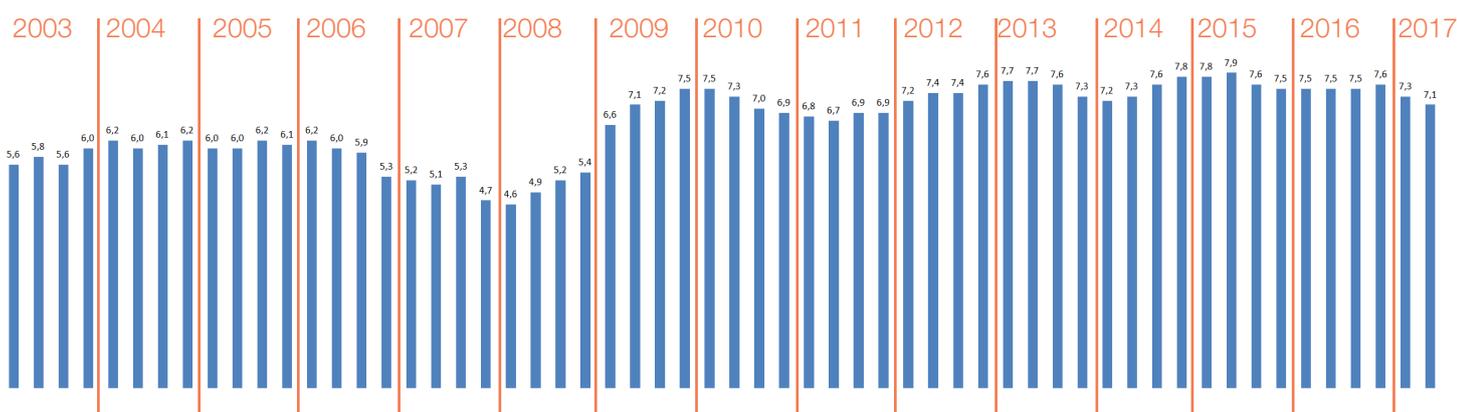
...Emplois



## UN TAUX EN DESSOUS DE LA MOYENNE MAIS...

A l'image du département, le territoire du pôle emploi a un faible taux de chômage. Ce taux est cependant en hausse contrairement à ce qu'il se passe sur l'ensemble du territoire. Mais la hausse est plus importante chez ceux qui nous déclarent une activité (+9,4%) que ceux qui sont sans activité (+2,4%). Et hommes et femmes ne sont pas logés à la même enseigne.

Evolution du taux de chômage sur le bassin d'emploi d'Ambérieu depuis 2003



Avec un taux de chômage de 7,3%, le bassin d'emploi d'Ambérieu est en dessous du taux de chômage de la région (8,3%) ou de celui de la France 9,3%. Il est cependant supérieur à celui du département (6,8%).

Le nombre de demandeurs d'emploi est cependant en hausse de 5,4% (toutes catégories) et de 2,4% pour les demandeurs en catégorie A. Sur la même période, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A est en baisse de 0,5% dans l'Ain, et de 1,3% dans la région..

Au regard de la vivacité du territoire, cela peut interroger. Selon les typologies de demandeurs d'emploi, l'évolution de la demande d'emploi est cependant fort hétérogène.

Tout d'abord, le nombre d'hommes inscrits en catégorie A baisse de 1,1% sur notre territoire alors que celui des femmes augmente de 5,7%. Ces dernières représentent 53,2% de la DEFM. A l'inverse, le pourcentage d'hommes nous déclarant une activité a augmenté de 16,3% pour les hommes et seulement de 4,9% pour les femmes.

Les jeunes de moins de 26 ans sont moins nombreux qu'il y a un an (-0,3%). Mais ce la cache une réelle différence entre jeunes hommes (-4,8%) et jeunes femmes (+4,9%). Le pourcentage des jeunes hommes déclarant une activité a grimpé (+5,9%) contrairement à celui des jeunes femmes qui est stable.

On retrouve le même contraste entre hommes et femmes de 25 à 49 ans : baisse de 2% pour les hommes sans activité et hausse de 7,1% pour les femmes ; hausse de 16,3% pour les activités déclarées par les hommes et que de 5,9% chez les femmes. Au total, la hausse de cette tranche d'âge en catégorie 1 est de 2,8%.

Enfin , la DEFM sénior augmente de 3,3% en catégorie A sans réelle différence entre hommes et femmes mais le taux de séniors hommes déclarant du travail augmente de 30% en un an pour une augmentation de 5,3% pour les séniors femmes.



Catégories statistiques	Définition
A	Demandeurs d'emploi inscrits sans emploi
B	Demandeurs d'emploi inscrits en activité réduite courte*
C	Demandeurs d'emploi inscrits en activité réduite longue**
D	Demandeurs d'emploi non immédiatement disponibles
E	Personnes en activité cherchant un autre emploi

\* : activité n'excédant pas 78 heures au cours du mois  
 \*\* : activité supérieure à 78 heures au cours du mois

**5279**  
**+5,2%**  
**DE CAT ABCDE**

**2567**  
**+2,4%**  
**DE CATEGORIE A**

**601**  
**-3,2%**  
**DE CATEGORIE B**

**1515**  
**+15,3%**  
**DE CATEGORIE C**

**176**  
**-11,6%**  
**DE CATEGORIE D**

**420**  
**+11,1%**  
**DE CATEGORIE E**

**4683**  
**+5,4%**  
**DE CAT ABC**

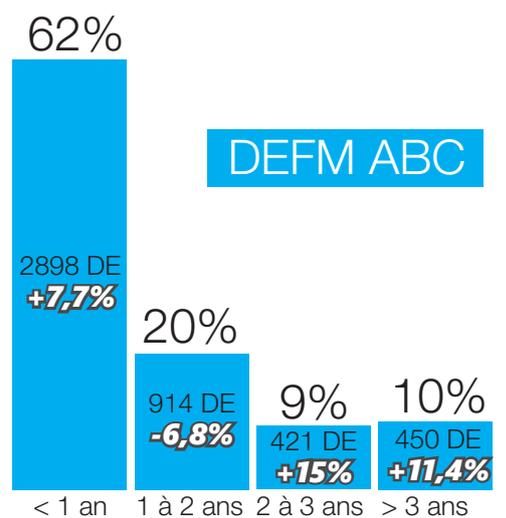
Données juin 2017

...Chômage



## DEMANDEURS DE COURTE OU TRES LONGUE DUREE

Si la part des demandeurs de longue durée est relativement faible et si la plupart de ces derniers déclarent une activité de façon régulière, il y a quelques typologies de population pour lesquelles le retour à l'emploi est clairement plus compliqué.



	DEFM	DELD	
Assistance auprès d'enfants	383	208	54%
Magasinage préparation de commandes	288	111	39%
Opération d'assemblage, tri ou emballage	108	53	49%
Services domestiques	98	44	45%
Vente et habillage de la personne	98	42	43%
Nettoyage de locaux	116	39	34%
Secrétariat	102	38	37%
Assistanat commercial	93	35	38%
Assistance auprès d'enfants	56	31	55%
Conduite et livraison petites distances	70	30	43%
Comptabilité	80	29	36%
Agent administratif	57	28	49%
Conduite d'engins déplacement de charges	77	26	34%
Accueil et renseignements	57	24	42%
Éducation et surveillance d'enseignement	47	23	49%
Manutention manuelle de charges	73	23	32%
Mise en rayon libre service	67	20	30%
Employé polyvalent de restauration	53	19	36%
Montage assemblage mécanique	44	19	43%
Transport de marchandise logue distance	51	17	33%
Commercial grands comptes et entreprises	40	16	40%

Le poids des demandeurs d'emploi de longue durée dans la DEFM du pôle emploi est moins importante que dans la région (38% contre 42%) et le poids des demandeurs d'emploi de notre territoire ayant travaillé moins de 3 mois dans les 15 derniers mois fait partie des 10 plus faible de la région (16%).

**46%**  
PART DES DELD  
EN CATEGORIE A

Pourtant, certaines populations sont plus particulièrement fragiles. Tout d'abord, la part des demandeurs d'emploi de longue durée de plus de 2 ans augmente fortement. Les femmes sont plus touchées que les hommes : elles représentent 58% des demandeurs d'emploi de longue durée et 39,6% des femmes sont DELD contre 36,6% pour les hommes.

**795**  
**-3,4%**  
DELD CAT A

Données juin 2017

	DEFM	DELD		ICT3	
Catégories ABC	4574	1572	38%	755	16,5%
Catégorie A	2514	803	32%		
Catégorie B	576	223	39%		
Catégorie C	1484	726	49%		
Moins de 25 ans	698	150	22%	26	4%
De 25 à 49 ans	2760	989	36%	378	14%
Plus de 50 ans	1116	613	55%	351	32%
Hommes	2023	741	37%	386	19%
Femmes	2551	1011	40%	369	15%
Ouvriers non qualifiés	354	135	38%	55	16%
Ouvriers qualifiés	632	251	40%	111	18%
Employés non qualifiés	955	356	37%	153	16%
Employés qualifiés	1798	711	40%	272	15%
Techniciens et maîtrises	482	170	35%	70	15%
Cadres	331	129	39%	78	24%
Sans diplôme ou BEPC	600	270	45%	156	26%
BEP / CAP	1804	719	40%	290	16%
Bac ou bac pro	1073	392	37%	147	14%
Bac +2	558	198	36%	82	15%
Bac +3	517	173	34%	80	16%
Bénéficiaires du RSA	349	127	36%	131	38%
Résident en QPV	148	54	37%	22	15%
Travailleurs handicapés	442	204	46%	138	31%
Mobilité moins de 15 km	616	277	45%		
De 15 à 29 km	1749	731	42%		
30 km ou plus	2209	744	34%		

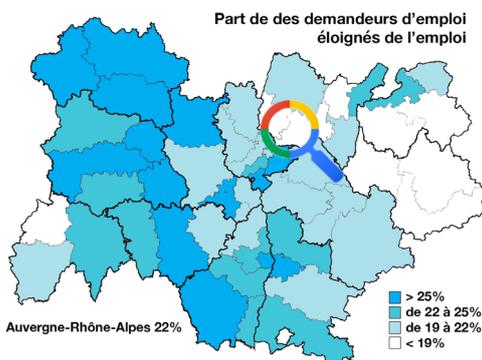
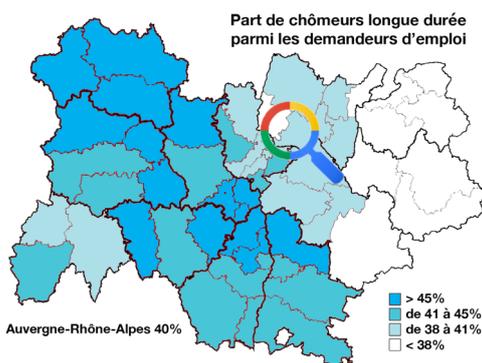
La différence est flagrante selon les tranches d'âge : 80% des jeunes ont moins d'un an d'inscription alors que 55% des seniors sont DELD (dont 31% au moins 2 ans d'inscription). 31,5% des seniors inscrits ont travaillé moins de 3 mois au cours des 15 derniers mois.

1067 employés sont demandeurs d'emploi de longue durée, soit 61% de l'ensemble des DELD, là où les ouvriers ne représentent «que» 22%. Les taux de DELD sont les plus importants chez les ouvriers et employés qualifiés ou les cadres.

Certains publics cibles sont particulièrement concernés : 46,2% des bénéficiaires de l'obligation d'emploi inscrits sont demandeurs d'emploi de longue durée. Ils déclarent également peu de période d'activité à l'instar des bénéficiaires du RSA.

L'absence de mobilité est facteur de difficulté d'accès à l'emploi : 45% des demandeurs non ou peu mobiles sont demandeurs d'emploi de longue durée et le taux baisse avec la mobilité déclarée.

Enfin, moins le niveau de formation est élevé, plus le taux de demandeurs d'emploi de longue durée est élevé : de 45% pour les demandeurs avec un niveau Vbis ou 40% pour les niveaux V à 33% pour les demandeurs de niveau supérieur. Et il en est exactement de même pour les périodes de travail déclarées.

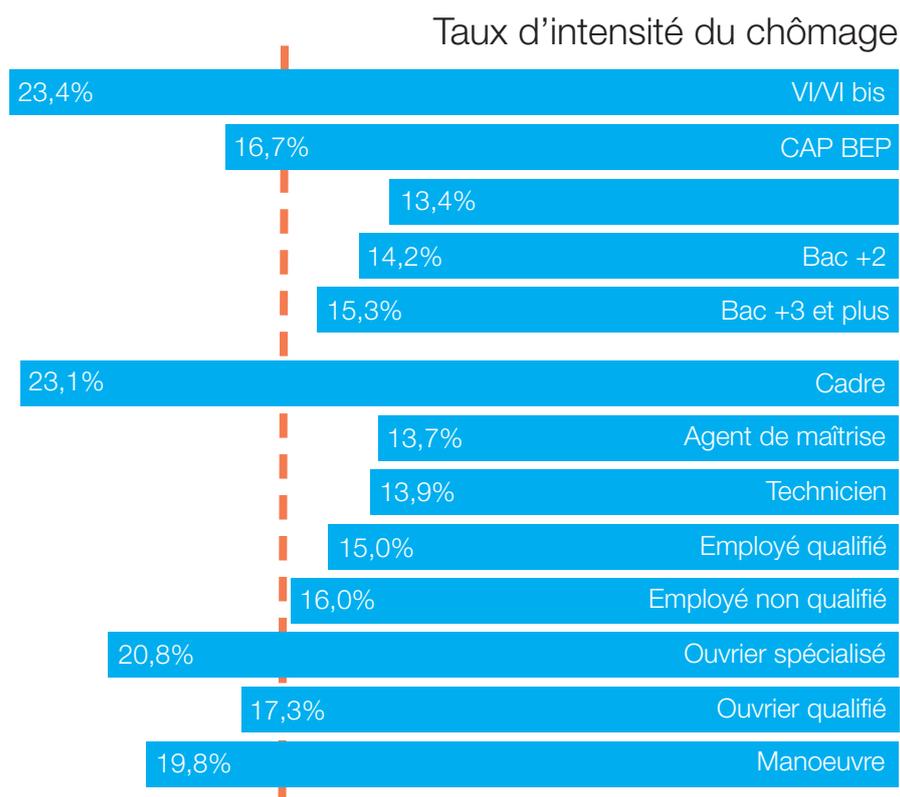


**DELD**



## DES PUBLICS FRAGILES AUX PROFILS OPPOSES

La part des demandeurs d'emploi non qualifiés est parmi les plus faible de la région, contrairement aux publics jeunes qui ne sont pas spécialement diplômés.. Mais les publics éprouvant le plus de difficulté à retrouver de l'emploi sont aux 2 bouts de l'échiquier.

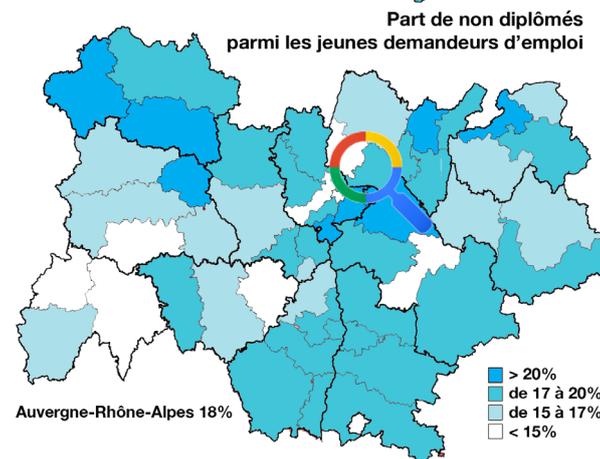
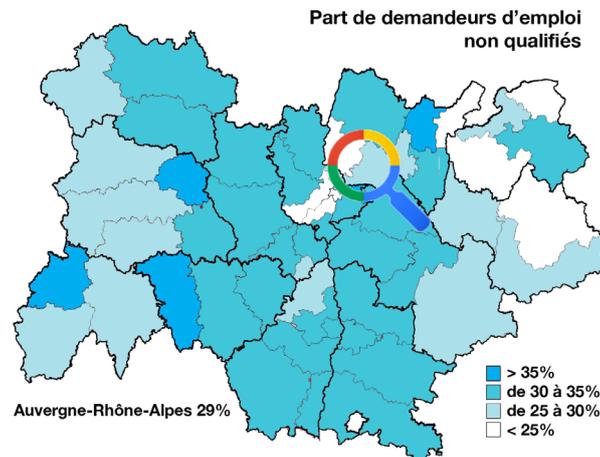


Plus le niveau de formation est élevé, moins le risque de chômage de longue durée est important. Dans le public du pôle emploi, 52% des demandeurs d'emploi ont au maximum un diplôme de niveau V, ce qui ne correspond pas du tout à la typologie de la population. Il en va de même au niveau bac maximum (76%). Seuls 15% des jeunes de moins de 26 ans ont un niveau supérieur au bac ! Et les jeunes sont à 90% ouvriers ou employés. La même répartition en terme de niveau de formation ou de qualification se retrouve pour les bénéficiaires du RSA.

A l'inverse, être qualifié ne protège pas contre le chômage de longue durée puisque les cadres, employés ou ouvriers qualifiés sont les plus touchés. 82% des demandeurs d'emploi inscrits sur notre zone sont employés ou ouvriers.

Si le taux de retour à l'emploi du territoire (9,8%) est parmi les plus élevés de la région (moyenne régionale : 8,4%), ce taux est très hétérogène selon le niveau de qualification des publics. Les agents de maîtrise sont ceux qui reprennent le plus facilement une activité (13,4%), mais aussi les ouvriers spécialisés (11%) alors que c'est beaucoup plus difficile pour les employés qualifiés (8,4%) et pour les cadres (8,3%). C'est dans ces populations qu'on trouve le plus de demandeurs d'emploi seniors dont le nombre a explosé avec la rupture conventionnelle et en raison de la proximité de Lyon. Les taux de retour à l'emploi sont par contre assez similaires selon le niveau de formation des demandeurs, mis à part les publics de niveau VI et VI bis (7%) , seul taux en deçà de 10% pour le pôle emploi.

Le chômage intense est moins prégnant ici qu'ailleurs et est aussi parmi les meilleurs taux de la région (16,2% contre 21,6% pour la région). Mais on trouve de plus grandes différences sur l'intensité du chômage selon la qualification ou le niveau de formation que pour le taux de retour à l'emploi. Les publics de niveau VI ou VI bis sont ceux qui nous déclarent le moins de périodes de travail (23,4%) et les CAP/BEP sont également légèrement au dessus de la moyenne (16,7%). Pour ce qui est des qualifications, les cadres sont les publics au chômage le plus intense (23,1%). Mais curieusement au regard du caractère industriel du territoire, les ouvriers spécialisés (20,8%), manoeuvres (19,8%) et même les ouvriers qualifiés (17,3%) sont à des taux élevés pour notre territoire.



### Taux de reprise d'emploi



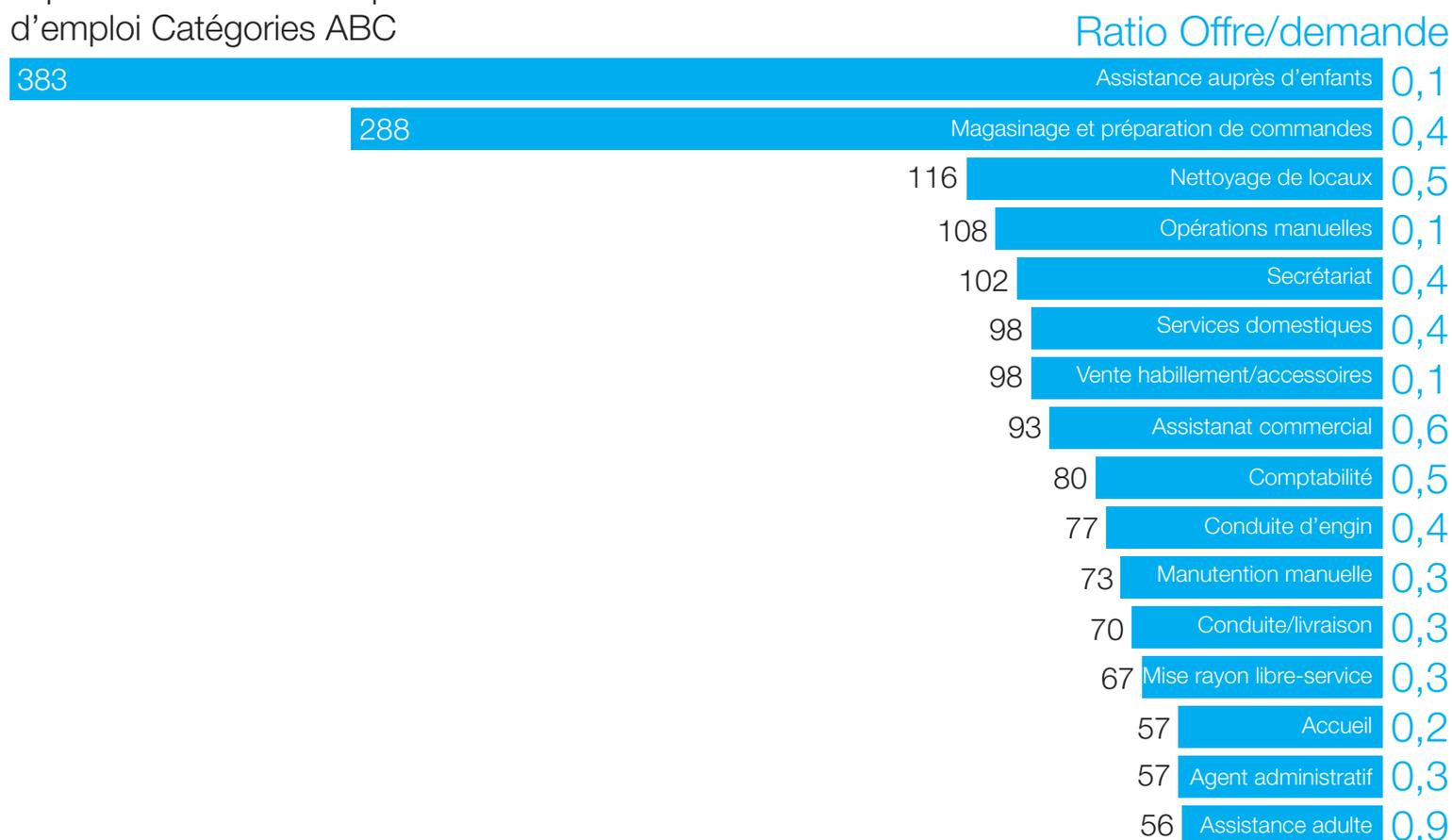
...Qualifications



## DES METIERS PHARES RECHERCHES PEU QUALIFIES

Deux métiers se dégagent dans la recherche des demandeurs d'emploi inscrits représentant 15% de la DEFM. Leur particularité ? Ils requièrent une faible qualification et leur ratio offre/demande est défavorable comme la plupart des métiers où les demandeurs sont inscrits massivement.

Top des métiers d'inscription des demandeurs d'emploi Catégories ABC



Les 2 métiers qui sont (et de très loin !) les premiers métiers d'inscription des demandeurs auprès du pôle emploi Meximieux-Miribel le sont pour des raisons très liées à notre territoire : de nombreuses assistantes maternelles (8,5% de la DEFM contre 5% en ARA dont plus d'un tiers de séniors), en raison de la proximité de Lyon et de la praticité de cette activité pour les conjoints de militaires et les métiers de la logistique (6,5% de la DEFM contre 3% en ARA) en raison du grand nombres de postes à pourvoir en particulier sur le PIPA tout proche.

La plupart des métiers phares d'inscription sont des métiers à faible qualification : préparation de commandes , assistantes maternelles, nettoyage de locaux, vente en habillement, secrétariat, services domestiques, manutention, opérateur de production, cariste ou mise en rayon.... soit près de 40% de la demande d'emploi sur ces quelques métiers.

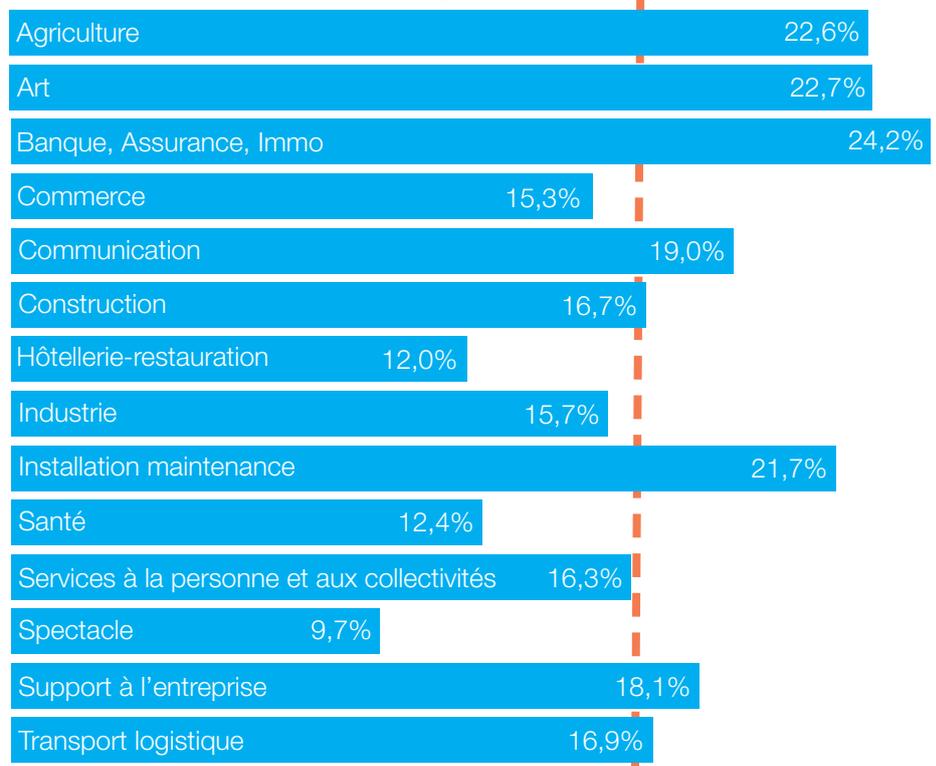
Les taux de DELD, d'intensité du chômage et de reprise d'emploi sont à croiser pour en tirer des tendances.

Difficile est le secteur de l'agriculture ou les fonctions support de l'entreprise : intensité du chômage forte, faible taux de retour à l'emploi. Les fonctions administratives, d'accueil ou de comptabilité comptent de forts taux de chômage de longue durée.

Les fonctions liées à la vente et à la relation commerciale sont également tendues : si le taux de retour à l'emploi est correct, le chômage y est intense, le taux de chômage de longue durée assez élevé et le ratio offre demande peu favorable.

Les activités industrielles sont contrastées : les demandeurs travaillent régulièrement mais le taux de reprise d'emploi reste modeste. Les activités d'installation et de maintenance sont parmi les activités où le chômage est le plus intense.

## Taux d'intensité du chômage



## Taux de reprise d'emploi

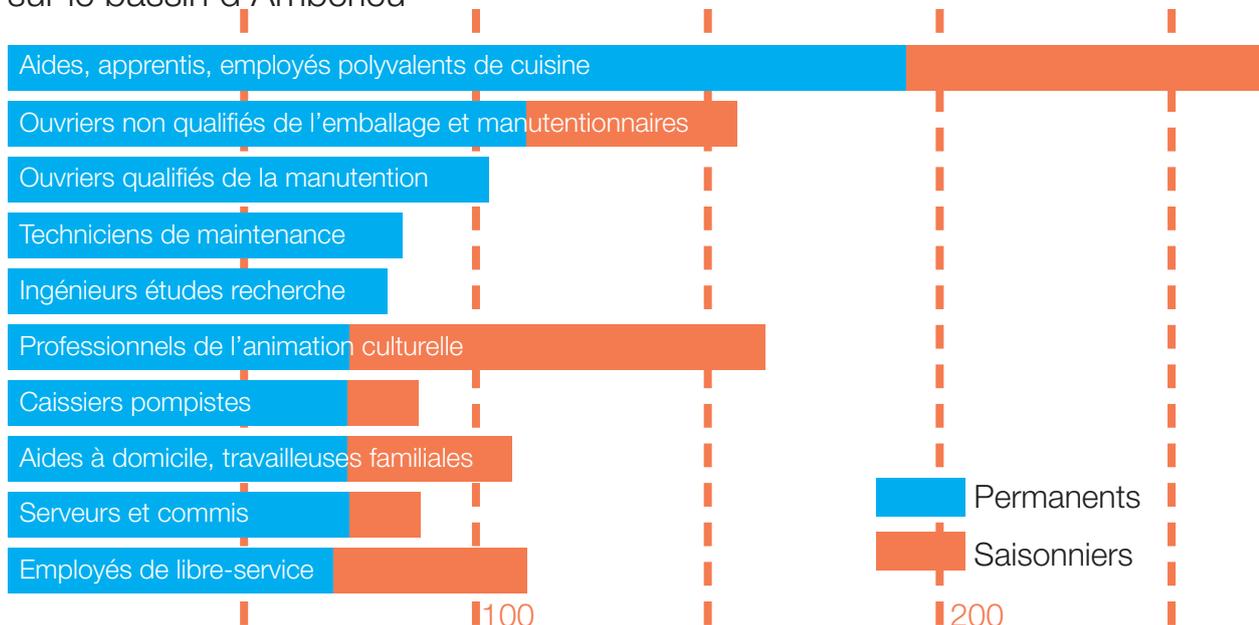




## UNE ZONE MARQUEE PAR L'INTERIM

Sur les 95 000 DPAE déposées sur le bassin d'emploi d'Ambérieu, presque les 3/4 l'ont été par des agences de travail temporaire. Les caractéristiques des territoires des agences d'Ambérieu et de Meximieux-Miribel sont assez similaires.

Les métiers avec le plus grand nombre de projets de recrutements permanents sur le bassin d'Ambérieu



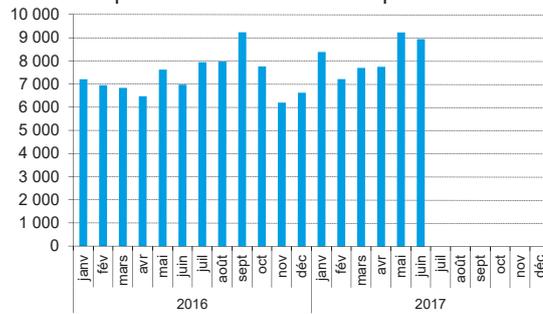
Les DPAE sont fortement marquées par le recours important des entreprises à la main d'oeuvre intérimaire. Les agences d'emploi vivent une période faste : les 20 plus gros recruteurs du bassin en nombre de DPAE sont des agences d'emploi.

Depuis le début de l'année 2016, il n'y a pas un mois où le nombre des DPAE est inférieur à celui de l'année passée pour le même mois avec des écarts équivalents en moyenne à 1000 DPAE de plus par mois. Cette embellie ne concerne pas que la main d'oeuvre intérimaire : les entreprises recrutent un peu plus que l'année passée et de façon plus régulière (environ 2000 recrutements sur des contrats durables tous les mois depuis le début de l'année 2017). Les CDI représentent 21% des recrutements effectués par les entreprises hors intérim. Sur 12 mois glissants, l'évolution du nombre de recrutements via l'intérim n'est finalement que de 2% alors que celle des entreprises en direct est de 9%.

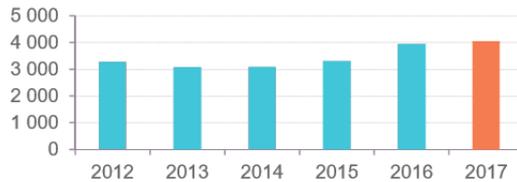
L'enquête BMO est également encourageante au regard des vœux exprimés par les entreprises en matière de recrutement. Depuis 2015, le volume des projets de recrutement est tous les ans en progression. 23% des entreprises du bassin d'Ambérieu déclaraient vouloir recruter en 2017 pour un nombre de 4050 projets de recrutement.

Si les services constituent le premier secteur en projet de recrutements (25% des projets), l'industrie, l'agroalimentaire ou le commerce sont également vivaces. Cela se traduit dans les types de projection de recrutement : métiers de bouche (cuisine et service), de la vente ou de la grande distribution (employés de libre service ou postes de caisse), mais aussi les postes d'ouvriers (opérateurs, manutention) de maintenance et d'ingénieurs. Enfin, le secteur social exprime également des besoins dans l'aide à domicile principalement. Si la part des besoins saisonniers est moindre qu'à l'échelle de la région, 37% des entreprises jugent difficiles le fait de parvenir à répondre à leurs besoins.

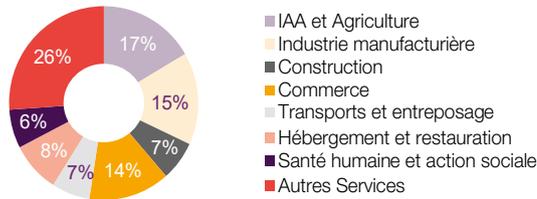
Répartition des DPAE par mois



Evolution des projets de recrutements



Projets de recrutements par secteur d'activité



Projets de recrutements par fonction



**37%**  
DES RECRUTEMENTS  
JUGES DIFFICILES

**72%**  
PART DE L'INTERIM  
DANS LES DPAE  
(BASSIN D'AMBERIEU)

...Recrutements

Action sociale	14 Hébergements de personnes âgées	3 Services de soins à domicile	3 Services d'aide à domicile	1 Service de repas à domicile	14 Etablissements d'accueil de jeunes enfants	2 Hébergements de jeunes handicapés	1 Hébergement d'adultes handicapés
1 Atelier de travail protégé	2 Hébergements d'aide sociale à l'enfance	1 Centre d'accueil de demandeurs d'asile	1 Centre provisoire d'hébergement	Transports	37 Taxis	7 Gares	0 Aéroport
Santé	45 Médecins généralistes	2 Cardiologues	4 Dermatologues	3 Ophtalmologues	9 Sages-femmes	84 Infirmiers	40 Masseurs kinésithérapeutes
1 Oto-rhino-laryngologiste	2 Pédiatres	4 labos de radio-diagnostic imagerie médicale	41 Chirurgiens dentistes	40 Orthophonistes	4 Orthoptistes	15 Pédicures podologues	4 Audio prothésistes
1 Ergo thérapeute	10 Psychomotriciens	3 Diététiciens	23 Psychologues	Enseignement supérieur	1 CFA hors agriculture	1 Centre de formation continue agricole	1 Centre de formation continue
Enseignement secondaire	7 Collèges	2 Lycées d'enseignement général technologique	1 Lycée d'enseignement professionnel	2 Lycées techniques professionnels agricoles	Enseignement 1er degré	10 Ecoles maternelles	36 Ecoles élémentaires
Services aux particuliers	4 Gendarmeries	3 Directions des finances publiques	2 Sites Pôle emploi	29 Banques, caisses d'épargne	4 Pompes funèbres	7 Bureaux de Poste	10 Relais Poste ou agences postales
142 Ent. de réparation automobile ou agricole	8 Contrôles techniques automobile	2 Entreprises de location automobile	13 Ecoles de conduite	98 Maçons	145 Plâtriers peintres	146 Menuisiers charpentiers serruriers	137 Plombiers couvreurs chauffagistes
131 Electriciens	22 Entreprises générales du bâtiment	103 Coiffeurs	24 Vétérinaires	172 Restaurants	47 Agences immobilières	14 Blanchisseries Teintureries	69 Soins de beauté
13 Agences d'emploi	Tourisme	15 Hôtels	453 Chambres d'hôtel	5 Campings	493 Emplacements de camping	7 Offices de tourisme	6 Agences de voyage
Sports, loisirs et culture	4 Bassins de natation	39 Boulodromes	26 Clubs de Tennis	15 Centres équestres	11 Clubs d'athlétisme	1 Golf	1 Parcours santé
10 Salles de combat	29 Salles de sport	6 Roller-Skate-Vélo bicross ou freestyle	7 Salles de remise en forme	13 Gymnases	1 Théâtre	3 Cinémas	1 Musée



## DE TRES NOMBREUX SERVICES

Le territoire est fortement doté de services en tous genres : services médicaux, d'action sociale, services et commerces ou tourisme. Mais ces services ne sont pas uniformément répartis sur tout le territoire.

Fort d'une population dense dans le sud du territoire et du caractère résidentiel du canton de Meximieux, les services se sont fortement développés. Nous ne sommes loin par exemple d'être dans un désert médical ; quasiment toutes les professions médicales sont représentées.

Si le territoire est fort doté en industrie, les services aux particuliers n'y sont pas absents. De la grande surface commerciale au petit commerce, en passant par l'artisanat ou la restauration, pas besoin de faire des kilomètres pour faire ses courses...

3 zones de vie aimantent la vie du territoire : la zone Miribel-Beynost au sud, Montluel et Meximieux. Meximieux est également le bassin de vie de Chalamont et des communes des alentours. La commune compte par exemple pas moins de 26 restaurants !

Les établissements d'enseignement par contre sont peu nombreux à partir de l'enseignement secondaire. Le territoire ne compte que 2 lycées en raison et pas d'établissement du supérieur. La proximité de Lyon, d'Ambérieu ou de Bourg en Bresse l'explique.

Enfin, le département est à l'image de la France fortement centré sur sa préfecture pour certaines activités administratives. et aucune sous-préfecture n'est présente sur un territoire où la commune la plus peuplée n'atteint pas 10 000 habitants.

Commerces	1 Hypermarché	12 Supermarchés	4 Grandes surfaces de bricolage	4 Superettes	22 Epiceries	39 Boulangeries	8 Drogueries quincailleries bricolage
7 Magasins d'articles de sport et loisirs	22 Boucheries charcuteries	11 Stations service	7 Parfumeries	6 Horlogeries bijouteries	16 Magasins d'optique	8 Magasins de matériel médical et orthopédque	2 Magasins de revêtements sols et murs
2 Magasins de produits surgelés	9 Librairies papeteries	52 Magasins de vêtements	8 Magasins d'équipement du foyer	7 Magasins de chaussures	5 Magasins d'électroménager	11 Magasins de meubles	23 Fleuristes



Traversé de part en part par l'autoroute A42 Lyon-Genève, de Miribel à Meximieux, le territoire du territoire du pôle emploi est directement relié au périphérique de l'agglomération lyonnaise. L'accès à Lyon est cependant difficile en raison de la densité du trafic. En conséquence, nombreux sont ceux qui se rendent à Lyon via le train à partir de Meximieux, La Valbonne, Montluel, Beynost, Saint-Maurice-de-Beynost ou Miribel. L'aéroport Lyon Saint-Exupéry est également à proximité et facile d'accès.



43,6% des actifs travaillent en dehors du département et la moitié des actifs qui travaillent sur le territoire n'y résident pas. De fait, les parking des gares de la ligne Ambérieu - Lyon sont archi-pleins.

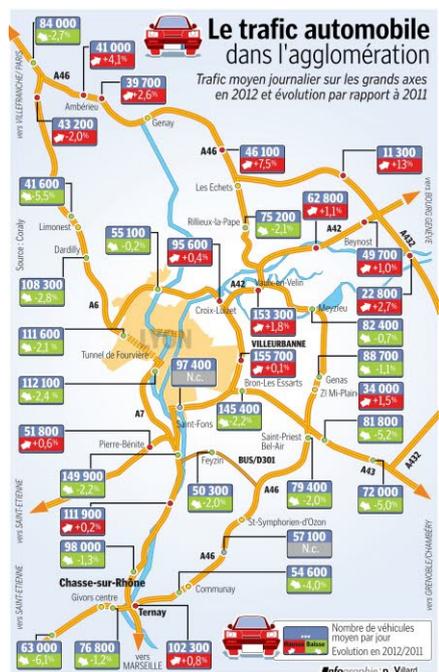
Le caractère semi-urbain qui devient de plus en plus rural en s'éloignant de Lyon nécessite d'être mobile. 92% des demandeurs d'emploi de Chalamont nous déclarent posséder un véhicule jusqu'à 75% à Miribel.

Les moyens de transport en commun existent mais pas répartis de façon homogène : 2 lignes de car pour Chalamont, le car et le train sur Meximieux et Montluel, cars, train et réseau de transport en commune pour Miribel. Le parc industriel de la plaine de l'Ain à proximité n'est pas desservi. De façon générale, les horaires des transports en commun ne coïncident pas avec les horaires de prise de poste.

Diverses initiatives cherchent à développer des solutions alternatives : covoiturage sur Lyon ou le PIPA avec parkings dédiés, auto-stop partagé, solutions pour les 2 roues (consignes individuelles vélos, aides à l'achat de vélos électriques...), sites internet spécifiques présentant les solutions de mobilité existantes. La limite de ces initiatives est d'une part l'impossibilité pour une collectivité de décider d'une solution au delà de sa zone de compétences et d'autre part le coût qu'engendrerait toute ligne de transport en commun.



**carain fr**  
Laissez-vous transporter par le Département !



**DÙRA!**

**covoiturage**  
GRANDLYON

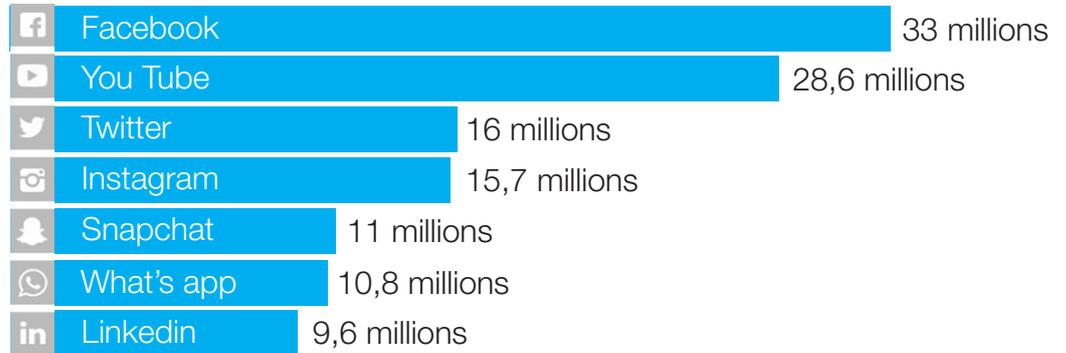
**Stop'n GO**



**colibri**

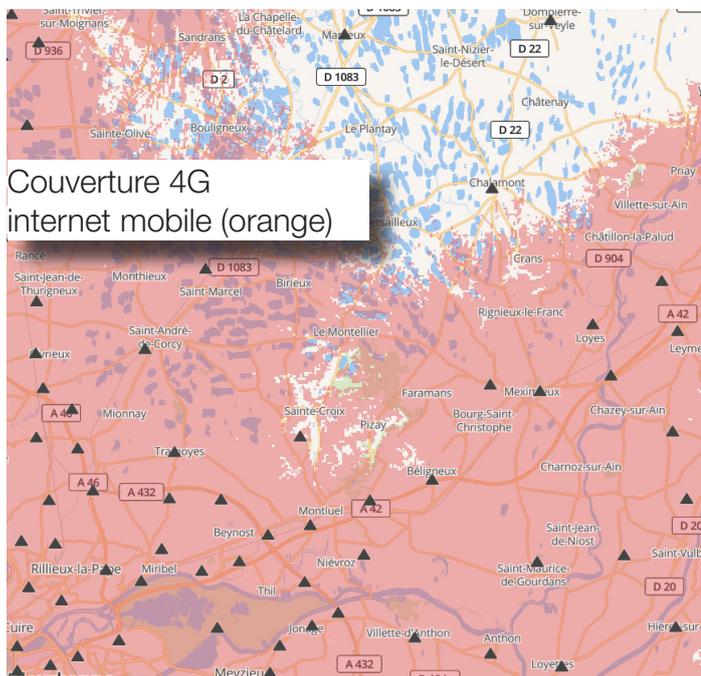
**Mobilité**

## Utilisateurs actifs des réseaux sociaux en France



# QUI A DIT « FRACTURE NUMERIQUE » ?

Internet est accessible partout même si toutes les technologies ne sont pas accessibles partout. Ne pas pouvoir ou ne pas savoir accéder à internet constitue un vrai handicap.



21 des 34 communes du territoire du pôle emploi sont déjà couvertes par le très haut débit (fibre). Et si toutes les communes sont couvertes par le téléphone mobile, la couverture 4G est effective partout sauf sur le canton de Chalamont.

La nouvelle fracture entre les personnes, c'est clairement le numérique : de plus en plus, l'accès aux services passe par internet. 86% de la population accède aujourd'hui à internet depuis son domicile et 65% des français possèdent un smartphone.

Pour autant, faut-il encore savoir s'en servir ! En 2012, les demandeurs d'emploi utilisaient internet de façon plus importante que la moyenne des français : 86% possédaient un ordinateur et avaient un accès à internet depuis leur domicile ; 87% avaient utilisé internet au cours des 3 derniers mois dont 81% tous les jours. L'accès à internet ayant augmenté de 8 points en France entre 2012 et 2016, on peut penser que l'utilisation a augmenté aussi chez les demandeurs d'emploi.

Où utiliser internet sur le territoire quand on n'est pas équipé ? La Poste à Chalamont est une MSAP. L'espace multimédia de Dagneux, le centre social Jacques Brel à Saint-Maurice-de-Beynost et l'association Union laïque sont les 3 EPN (Espace public Numérique) référencés sur le territoire. Le relais emploi de Montluel permet aussi l'accès à des ordinateurs. Et les 2 implantations de Pôle emploi mettent à disposition des ordinateurs et des personnes pour accompagner les demandeurs d'emploi.

D'autres EPN (Espaces Publics Numériques) sont référencés à proximité de notre territoire : la médiathèque et le centre social Le Lavoir à Ambérieu-en-Bugey, la MJC à Villars-les-Dombes, l'espace numérique / médiathèque, le bureau information jeunesse, Pimms et l'atelier informatique à Rillieux-la-Pape.

Ensemble	79%	Individus possédant un micro ordinateur à leur domicile	78%	Individus disposant d'internet à leur domicile	75%	Individus ayant utilisé internet au cours des 3 derniers mois	80%
Hommes	82%		81%		78%		82%
Femmes	76%		75%		72%		78%
15 à 29 ans	96%		96%		98%		88%
30 à 44 ans	93%		92%		92%		79%
45 à 59 ans	88%		86%		82%		76%
Actifs occupés	92%		92%		91%		80%
Demandeurs d'emploi	86%		86%		87%		81%
Etudiants	98%		98%		99%		90%
Niveau Vbis	54%		53%		44%		65%
Niveau V	83%		83%		80%		76%
Niveau IV	91%		90%		91%		83%
Niveaux III, II, I	96%		94%		96%		90%
Cadres	98%		98%		99%		92%
Prof.intermédiaires	96%		95%		97%		87%
Employés	90%		90%		88%		73%
Ouvriers	88%		88%		84%		72%

Données 2012

Données 2016

**56 MILLIONS**  
86,4% DE LA POPULATION A ACCES A INTERNET A DOMICILE

**65%**  
DES FRANCAIS POSSEDENT UN SMARTPHONE ET 55% Y NAVIGENT SUR INTERNET

**75%**  
DES FRANCAIS UTILISENT INTERNET TOUS LES JOURS (85% SONT INTERNAUTES)

**78%**  
DES DEMANDEURS UTILISENT INTERNET POUR LEUR RECHERCHE

...Numérique



Chalamont  
Chatenay  
Châtillon-la-Palud  
Crans  
Le Plantay  
Saint-Nizier-le-Désert  
Versailleux  
Villette-sur-Ain

# ...Chalamont

Le 1er Janvier 2017, la communauté de communes du canton de Chalamont qui se trouve en totalité sur notre territoire a été dissoute suite à sa fusion avec la Communauté de communes Chalaronne Centre et la Communauté de communes Centre Dombes pour former la Communauté de communes de la Dombes dont le siège se trouve à Chatillon-sur-Chalaronne.

Bien que rural, le territoire et ses 8 communes fait partie de l'ère urbaine de Lyon et son bassin de vie est Meximieux. Sa population a crû de 10% dans les années 2000 et continue à croître depuis (+5% entre 2008 et 2013), les ménages vivant de plus en plus loin de Lyon en raison du coût du logement. Le salaire moyen est le plus faible de notre territoire et seulement 58% des foyers sont imposés.

Le canton de Chalamont est un canton rural marqué par la forte prégnance des activités du secteur agricole et des activités de commerce. Le pourcentage d'entreprises sans salariés dépasse les 76% et seules 4 entreprises ont plus de 50 salariés (dont 2 dans le secteur public et la santé). Seuls 18 entreprises ont plus d'un salarié et 92 emplois dans l'industrie sont répertoriés. Les postes salariés les plus nombreux sont dans le secteur du commerce et des services et des structures de l'administration et de la santé (hôpital), rassemblant plus de 68% des salariés du territoire.

Il est possible de vivre sur ce canton, mais il est plus improbable d'y vivre et d'y travailler. Rechercher un emploi ailleurs est impératif. 85% des demandeurs inscrits déclarent être motorisés. 1/4 de la population active travaille dans un autre département. Le canton est tourné vers Villars-les-Dombes à l'Ouest, Bourg-en-Bresse au nord, Ambérieu-en-Bugey et le PIPA à l'est et Meximieux au sud.

Si on fait le lien avec l'évolution de la population, l'avenir du canton réside a priori dans les activités de services (aide aux personnes, petite enfance...) et le commerce. Les réseaux de transport ne sont pas susceptibles de favoriser l'implantation d'entreprises du secteur industriel. Les autres activités sont plus traditionnelles et typiques des particularités rurales du territoire. Ainsi, 211 entreprises ont été créées entre 2012 et 2016, principalement dans le commerce, le bâtiment et les services.

Deux lignes de transport en commun couvrent le territoire : la ligne Lyon-Bourg en Bresse et la ligne permettant aux élèves de Chalamont d'aller à Villars-les-Dombes. La couverture mobile du canton ne permet guère de profiter de la 4G.

La commune de Chalamont a demandé et obtenu qu'une MSAP soit mise en place dans la commune (via la Poste). Enfin, un forum orientation et emploi est organisé chaque année par le centre social mosaïque un samedi de novembre ou décembre à Chalamont avec pour cible les collégiens, lycéens, étudiants et personnes à la recherche d'un emploi.

**8**  
COMMUNES

**3491**  
ACTIFS



**+4,9%**  
EVOLUTION  
DE LA POPULATION  
ENTRE 2008 ET 2013



**52,4%**  
PART DES HOMMES  
DANS LA POPULATION  
ACTIVE

**91,9%**  
TAUX D'OCCUPATION  
DES ACTIFS



**1289**

EMPLOIS AU LIEU  
DE TRAVAIL EN 2014

**31%**

PART DES EMPLOIS DE LA  
SPHERE PRODUCTIVE



**92**

EMPLOIS DANS  
L'INDUSTRIE EN 2014

**1816€**  
SALAIRE MOYEN NET  
PAR UC PAR MOIS



**58,6%**  
PART DES MENAGES  
FISCAUX IMPOSES



**1918€**

PRIX MOYEN  
DES MAISONS AU M2



**6€50**

PRIX MOYEN DU M2  
A LA LOCATION

**409**  
ETABLISSEMENTS  
EN 2016



**211**  
CREATIONS  
D'ENTREPRISES ENTRE  
2012 ET 2016

**442**  
DEMANDEURS  
D'EMPLOI



Bourg-Saint-Christophe  
Charnoz-sur-Ain  
Faramans  
Joyeux  
Meximieux  
Le Montellier  
Pérouges  
Rignieux-le-Franc  
Saint-Eloi  
Saint-Jean-de-Niost  
Saint-Maurice-de-Gourdans  
Villieu-Loyes-Mollon

# ...Meximieux

L'ancien canton de Meximieux qui compte 12 communes fait partie de la communauté de communes de la Plaine de l'Ain dont le siège est à Chazey/Ain. Meximieux est la deuxième commune la plus peuplée de la communauté de communes après Ambérieu-en-Bugey qui compte presque 2 fois plus d'habitants.

Les 2 centres névralgiques de ce territoire sont : le PIPA qui est à 10 minutes en voiture et la gare de Meximieux lieu de transhumance quotidienne vers Lyon (38% des actifs du canton travaillent dans un autre département). Les personnes venues s'installer sur le canton sont en règle générale des salariés d'une autre zone (notamment des Lyonnais) venus vivre à la campagne. Néanmoins, aucun dispositif de transport en commun ne permet aux personnes du territoire de rejoindre le parc industriel.

4700 personnes (soit 44,5% de la population active) a un statut cadre ou exerce une profession intermédiaire. Bon nombre d'actifs sont également artisans, commerçants, chefs d'entreprise ou agriculteurs. Le canton est avant tout résidentiel. Le niveau de vie moyen est élevé : 67,8% des ménages sont imposés et le salaire moyen net dépasse les 2000 €.

En conséquence, les activités de commerce et de service y sont prédominantes (53% des entreprises). Ainsi la commune de Meximieux ne compte pas moins de 24 restaurants. C'est cependant un territoire qui ressemble aux zones périurbaines similaires. Une partie de la population de la commune de Meximieux est bénéficiaire des minima sociaux ou clairement en dessous des revenus médians, le logement locatif étant assez développé dans cette commune.

Le commerce et les services représentent 40% de l'emploi salarié. Les quelques industries du territoire emploient 18% des salariés et le secteur public et la santé drainent 28% des salariés. 36% des personnes travaillent dans une entreprise de moins de 10 salariés.

Le canton de Meximieux, très étalé géographiquement, est à la frontière du monde rural et du monde urbain. 70,4% des entreprises n'ont pas de salariés et 95,6% ont au maximum un salarié. Parmi les 11 entreprises de plus de 50 salariés, 5 sont du secteur public. Les communes de Meximieux, Villieu-Loyes-Mollon et Pérouges (tourisme) contrastent avec le reste du territoire clairement plus rural.

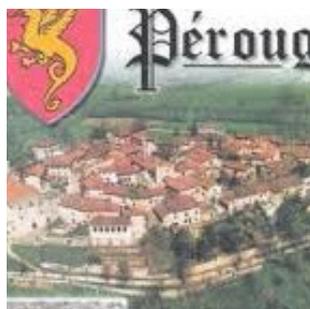
La communauté de communes participe depuis 3 ans à la semaine de l'emploi. Elle a accueilli également pendant des années le collaborateur du CTEF et collaboraient aux actions mises en place. Les orientations de la communauté de communes visent certes à développer le territoire pour accompagner l'évolution de la population, mais aussi et surtout à s'appuyer sur les potentiels du parc industriel de la plaine de l'Ain d'une part et de la ville d'Ambérieu-en-Bugey comme nouveau pôle du département d'autre part.

**12**  
COMMUNES

**10597**  
ACTIFS



**+5,3%**  
EVOLUTION  
DE LA POPULATION  
ENTRE 2008 ET 2013



**52,0%**  
PART DES HOMMES  
DANS LA POPULATION  
ACTIVE

**91,3%**  
TAUX D'OCCUPATION  
DES ACTIFS



**4403**

EMPLOIS AU LIEU  
DE TRAVAIL EN 2014

**30%**

PART DES EMPLOIS DE LA  
SPHERE PRODUCTIVE



**631**

EMPLOIS DANS  
L'INDUSTRIE EN 2014

**2023€**  
SALAIRE MOYEN NET  
PAR UC PAR MOIS



**67,8%**  
PART DES MENAGES  
FISCAUX IMPOSES



**2099€**

PRIX MOYEN  
DES MAISONS AU M2



**7€60**

PRIX MOYEN DU M2  
A LA LOCATION

**1336**  
ETABLISSEMENTS  
EN 2016



**419**  
CREATIONS  
D'ENTREPRISES ENTRE  
2012 ET 2016

**1318**  
DEMANDEURS  
D'EMPLOI



Balan  
Béligneux  
La Boisse  
Bressolles  
Dagneux  
Montluel  
Niévroz  
Pizay  
Sainte-Croix

# ...Montluel

La communauté de communes de la Côtière à Montluel regroupe 9 communes. Sa population a augmenté de 7,7% entre 2008 et 2013 pour atteindre 24072 habitants. Le territoire se trouve au centre d'un réseau de communications routières et autoroutières important : à 20 minutes de Lyon par l'A42 et à ¾ h de Bourg-en-Bresse, à proximité du contournement est de Lyon (A46) et relié à l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry (A432). La gare de Montluel est également fort utilisée par les habitants qui travaillent à Lyon. 41% des actifs travaillent dans un autre département. Les réseaux de transport en commun existent, surtout sur les communes en périphérie du canton.

Le territoire est également impacté par la présence du camp de la Valbonne (situé sur les communes de Balan et Béligneux) qui regroupe près de 3000 militaires et leurs familles. abstraction faite des postes de militaires, 60% des emplois sont regroupés sur 2 communes : Montluel et Dagneux avec la présence de la zone d'activité qui devrait de plus s'étoffer de 1000 postes supplémentaires dans les années à venir notamment avec le projet Cap and co. La communauté de commune essaye de proposer des solutions permettant de favoriser la mobilité à destination des zones d'activités.

« Seulement » 65% des entreprises sont sans salarié et « seulement » 91% ont au maximum un salarié. Si l'industrie représente 9,6% des entreprises, la moitié des entreprises de plus de 50 salariés sont du secteur industriel. Le type d'emplois salariés est cependant très spécifique : l'industrie représente 43,5% des emplois dont la moitié dans des entreprises de plus de 100 salariés qui recourent le plus à la main d'œuvre intérimaire. Le commerce, transport et les services sont l'autre gros poids lourds avec 34,5% des emplois salariés.

Les postes offerts peuvent être qualifiés mais principalement peu qualifiés dans ces 2 secteurs. Or, plus de 40% de la population du territoire du pôle emploi a un niveau de formation au moins égal au niveau IV (25% des demandeurs d'emploi).

A l'image du territoire, 43% de la population du canton a un statut de cadre, maîtrise ou profession intermédiaire. L'évolution du logement sur le canton de Montluel vers davantage de location ou de logement social tempère cependant la structure de la population quant à son évolution la plus récente, rééquilibrant ainsi peu à peu la structure de la population (principalement sur Montluel). Ainsi, la relative faible part des ménages imposés et salaire moyen net inférieur à 2000 euros ou le taux élevé de pauvreté notamment chez les locataires sont les témoins de l'hétérogénéité des populations résidant sur le territoire qui présente en son sein un quartier prioritaire de la ville avec La Maladière à Montluel. Des actions locales sont donc mises en place pour répondre aux problématiques du quartier en lien avec les financeurs publics dans le cadre du contrat de ville. Un relais emploi existe à Montluel et plusieurs forums emploi ou formation ont été régulièrement organisés.

**9**  
COMMUNES

**12779**  
ACTIFS



**+7,7%**  
EVOLUTION  
DE LA POPULATION  
ENTRE 2008 ET 2013



**54,9%**  
PART DES HOMMES  
DANS LA POPULATION  
ACTIVE

**91,1%**  
TAUX D'OCCUPATION  
DES ACTIFS



**10934**  
EMPLOIS AU LIEU  
DE TRAVAIL EN 2014

**44%**  
PART DES EMPLOIS DE LA  
SPHERE PRODUCTIVE



**2564**  
EMPLOIS DANS  
L'INDUSTRIE EN 2014

**1928€**  
SALAIRE MOYEN NET  
PAR UC PAR MOIS



**65,3%**  
PART DES MENAGES  
FISCAUX IMPOSES



**2275€**  
PRIX MOYEN  
DES MAISONS AU M2



**8€70**  
PRIX MOYEN DU M2  
A LA LOCATION

**1539**  
ETABLISSEMENTS  
EN 2016



**537**  
CREATIONS  
D'ENTREPRISES ENTRE  
2012 ET 2016

**1643**  
DEMANDEURS  
D'EMPLOI



Beynost  
Miribel  
Neyron  
Thil  
Saint-Maurice-de-Beynost

# Miribel

Le canton de Miribel est le moins étendu géographiquement, il regroupe 5 communes de notre territoire. Une 6ème commune (Tramoyes) fait également partie de la communauté de communes de Miribel et du Plateau.

La population dépasse 10000 habitants mais c'est le territoire dont l'évolution de la population est la plus faible (+3,1%). La population la plus aisée vit sur cette communauté de communes : le taux de foyers imposés dépasse les 70%, le salaire moyen net dépasse les 2000 euros, le prix du m<sup>2</sup> flirte avec les 2500 euros et le m<sup>2</sup> à la location est de 9 euros. 55% des actifs résidant sur le territoire sont cadres, professions intermédiaires ou à leur compte et 59% des actifs travaillent dans un autre département. Il y a moins d'actifs sur le canton (10394 que d'emplois salariés (11608). Cela conduit les entreprises à recruter dans le Rhône pour les postes qu'ils ont du mal à pourvoir. Plus de la moitié des emplois sont pourvus par des personnes résidant dans le Rhône.

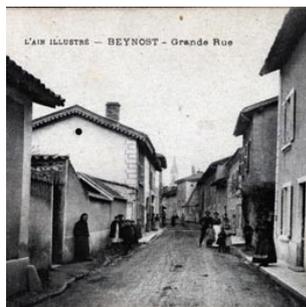
Petit en taille, le canton a une forte densité d'entreprises en raison de la très grande proximité de l'agglomération Lyonnaise et des réseaux autoroutiers qui longent le canton. Néanmoins, les entreprises de 0 salariés représentent 60,3% du nombre total d'entreprises et 89,5% des entreprises ont un salarié au plus. Le commerce, transport et services représentent près des 2/3 des entreprises, impactant fortement la demande forte dans les métiers de la logistique au même titre que l'industrie puisque plus du tiers des entreprises de plus de 50 salariés sont issues de ce secteur. 41% de ces postes sont occupés cependant dans les 26 entreprises de plus de 100 salariés. Comme sur le canton de Montluel, les entreprises de 10 à moins de 50 salariés sont également fortement représentatives de l'emploi salarié du canton.

La structure de l'emploi salarié est à l'image de la structure des entreprises avec une prédominance de l'industrie (3295 emplois). L'industrie, le commerce, les transport et services représentent près de 80% des emplois du canton. 2 communes, Miribel et Beynost concentrent 60% des emplois du canton. Aux 4 zones d'activité actuelles (Les Echets, Porte de Lyon à Neyron, porte 5 entre Saint-Maurice-de-Beynost, Beynost et Thil et le secteur Miribel Neyron) s'ajoutera la nouvelle ZAC des Malettes à Beynost avec 700 et 1000 emplois attendus.

Néanmoins, le canton de Miribel est le canton sur lequel les Demandeurs d'emploi sont les moins motorisés (à peine 70% déclarent posséder un véhicule), ce qui n'est pas sans poser problème car un bon nombre d'entreprises (sur Les Echets par exemple) sont situés en périphérie des communes. Pour répondre à cette problématique, la communauté de communes a mis en place un réseau de transport en commun « Colibri » pour favoriser la mobilité sur le canton en essayant de coller aux horaires des entreprises. Ce réseau est relié au réseau TCL et colle aux horaires de la SNCF. La communauté de communes mène des actions pour favoriser l'emploi : mobilisation des clauses d'insertion, maintien d'un contrat de veille active (les CUCS de Miribel et Saint-Maurice-de-Beynost ne sont pas devenus QPV), participation ou organisation de forum, réseau Colibri...

**5**  
COMMUNES

**10394**  
ACTIFS



**+3,1%**  
EVOLUTION  
DE LA POPULATION  
ENTRE 2008 ET 2013



**51,4%**  
PART DES HOMMES  
DANS LA POPULATION  
ACTIVE

**90,3%**  
TAUX D'OCCUPATION  
DES ACTIFS



**11608**

EMPLOIS AU LIEU  
DE TRAVAIL EN 2014

**56%**

PART DES EMPLOIS DE LA  
SPHERE PRODUCTIVE

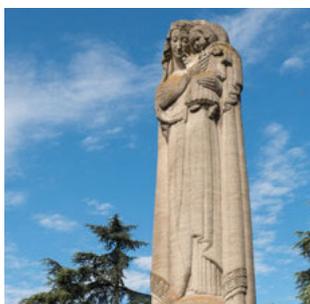


**3295**

EMPLOIS DANS  
L'INDUSTRIE EN 2014

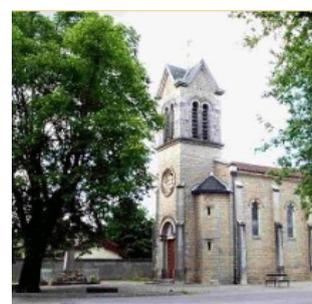
**2077€**

SALAIRE MOYEN NET  
PAR UC PAR MOIS



**70,1%**

PART DES MENAGES  
FISCAUX IMPOSES



**2480€**

PRIX MOYEN  
DES MAISONS AU M2



**9€00**

PRIX MOYEN DU M2  
A LA LOCATION

**1821**  
ETABLISSEMENTS  
EN 2016



**443**  
CREATIONS  
D'ENTREPRISES ENTRE  
2012 ET 2016

**1442**  
DEMANDEURS  
D'EMPLOI



Jean-Louis GUYADER, Président de la CCMA et du PIPA, conseiller régional ARA, maire de Charnoz/Ain

« Vaincre le chômage c'est d'abord créer des emplois.

Le numérique est une nouvelle chance pour la ruralité.

L'exemple de Munich ou de Milan le montre, si les grands centres de recherches restent dans les métropoles, les lieux d'expériences se déplacent en périphérie là où l'industrie a migré. Ce mouvement est déjà lancé chez nous avec Transpolis, ce laboratoire pour l'étude des transports du futur qui s'installe dans la plaine de l'Ain

Nous avons à saint Maurice de Rémens le Château de Saint Exupéry, ce lieu magique où le jeune Antoine passait ses vacances et on peut reconnaître dans ses livres célèbres ce lieu de son enfance. Le marketing international du projet de 'la maison du petit prince', est déjà fait puisque c'est l'ouvrage le plus traduit et lu au monde après la Bible et que la façade du Château a été reproduite à l'échelle 1 au Japon. Les clients sont là comme l'a montré l'étude d'opportunité, les professionnels du tourisme le sont aussi, il ne reste plus que l'implication de la région au cotés du département et de la CCMA, pour faire émerger un projet touristique majeur à l'échelle internationale

Le vignoble du Bugey a tant progressé qu'il est maintenant servi aux meilleures tables Lyonnaises.

La règle du 95-5 est universelle: 5% de X mobilisent 95% des moyens Y. »

Philippe GUILLOT-VIGNOT Président de la 3CM

« Notre territoire est une épingle entre le département de l'Ain et la métropole lyonnaise. A ce titre, nous avons des atouts considérables pour le développer si nous sommes attentifs au respect des équilibres emplois, mobilité, habitats, services. Nos enjeux sont de taille. Enjeu environnemental avec une grande plaine agricole, des ressources naturelles et des reliefs boisés et humides sur la Côtière. Enjeu social et sociétal avec un tissu urbain dense, continu et contraint. Enjeu économique pour garantir le développement de l'emploi sur nos zones d'activité, et assurer la mobilité des personnes en profitant des infrastructures routières et ferroviaires qui nous traversent. »

Charles de la Verpillière, Député de l'Ain

« La Plaine de l'Ain – Côtière est exceptionnellement dynamique. Plusieurs milliers d'emplois en cours de création.

C'est une chance, mais aussi un défi : faire en sorte que ces emplois soient pourvus par des jeunes et moins jeunes de notre territoire formés et motivés. »

Jean-Pierre GAITET, Conseiller départemental Ain

« Nous notons, un manque cruel de chauffeurs de bus sur l'ensemble du département, tous les acteurs (transporteurs privés ou la régie départementale) de ce secteur s'en plaignent.

Nous réfléchissons actuellement à un moyen d'améliorer la desserte du PIPA car sur la Côtière l'accès pour quelqu'un qui n'a pas de voiture est extrêmement compliqué. »

Sylvie VIRICEL, Maire de Miribel

« Nous avons la chance de vivre sur un territoire dynamique et attractif, idéalement situé entre le Grand parc de Miribel et la Côtière, qui possède de beaux équipements et un haut niveau de service public. C'est un territoire à fort potentiel. »

Paule CHARREIRE,  
Responsable M.D.S. Côtière – Val de Saône

« C'est un territoire contrasté entre des zones d'emploi ; des zones de grandes surfaces et donc qui dit grandes surfaces dit consommation et ..... emplois ! et peut-être pollution ? ET des zones de grandes étendues agricoles : pollution ? avec et je tiens à le souligner une volonté de travail en partenariat à l'aube d'un grand changement qui est le passage de l'imprimerie au numérique !!!!!!!!!. »

Fabien LOPEZ, Chargé de mission Développement économique, CCMP

« Intégrée à la dynamique économique de l'agglomération lyonnaise, la CCMP est un territoire attractif et en perpétuel développement. Cette dynamique se matérialise notamment par la présence de plus de 1200 entreprises installées, pour la majeure partie, sur les nombreuses zones d'activités du territoire, représentant plus de 12 000 emplois au total. »

Armand ROSENBERG, Directeur général Val Horizon

« Ce territoire est en même temps empli de potentiels et clivé. Clivages géographiques qui complexifient les transports et le développement de la vie sociale mais aussi clivages en terme d'emplois avec la présence de beaucoup d'entreprises dynamiques et simultanément de personnes en difficultés d'insertion professionnelle. »

Zohra FARRUGIA Directrice du CIBC 01  
(verbatim du conseiller intervenant à Montluel)

« Par rapport à ce que je peux voir dans le cadre de l'activité bilan, je dirais que j'observe un peu un territoire à deux vitesses en termes de catégories professionnelles, avec des personnes de plus de 30 ans qui ont une vraie dynamique de carrière et des jeunes qui sont, en tout cas pour ceux que je rencontre, dans une impasse face à l'emploi. Ils sont souvent sans qualification et travaillent sur des missions d'intérim, veulent remettre en place un projet, mais la détermination n'est pas toujours au rendez-vous.

En matière de demandeurs d'emplois, je n'en ai pas beaucoup en bilan...mais est-ce représentatif d'un bassin ou l'emploi serait plus dynamique qu'ailleurs ? Je n'ai pas beaucoup d'éléments me permettant d'en être sur. »

Christine PIOTTE, Directrice du CIDFF de l'Ain

« Sur le plan sociologique, le territoire est attractif pour des familles jeunes qui s'éloignent de Lyon pour un premier investissement immobilier.

Les modes de garde sont pratiquement inexistantes sur les horaires atypiques avec des suspensions d'activité temporaire notamment chez les femmes en raison de difficultés d'organisation familiale (demande de garde supérieure à l'offre).

Le niveau de formation initiale est plus élevé que sur d'autres territoires de l'Ain où le CIDFF est présent.

Les bassins d'emploi sont dynamiques : Plaine de l'Ain, ZI Dagneux/Montluel, proximité de la région Lyonnais. Les secteurs d'activité en tension (logistique et services à la personne) présentent des offres d'emploi de niveau très hétérogènes : de la manutention ou la logistique jusqu'à des postes qualifiés sur la région lyonnaise, avec la problématique d'attractivité des services à la personne.

Le territoire offre des facilités de transport sauf pour la Plaine de l'Ain : pour le public bénéficiaire du RSA que nous accompagnons sur ce territoire, ce problème reste un frein majeur.

Pour le CIDFF, la priorité est de renforcer l'accompagnement vers l'emploi des femmes confrontées à des changements de vie personnelle et familiale.. »

Yann DELERCE, Développeur économique, 3CM

« Le territoire est attractif et connaît une forte croissance économique et démographique. Son positionnement géographique et stratégique dans un cadre régional dynamique lui offre de nombreuses opportunités à saisir pour conforter et développer son tissu économique et notamment industriel. »

Un Chargé de Développement de l'Emploi et des Territoires, DIRECCTE ARA

« C'est un territoire marqué par la double attraction exercée par la métropole lyonnaise d'un côté et le Parc Industriel de la Plaine de l'Ain de l'autre.... Mais aussi un territoire faiblement pourvu en matière d'outils d'insertion par l'activité économique. »

Caroline LECACHEUX, Directrice de la Pampa

« Arrivée depuis peu sur ce secteur, je constate qu'il s'agit d'un territoire dynamique, avec encore de grandes capacités de développement. De grandes entreprises sont déjà présentes. Afin d'améliorer les services à la population, de nombreuses activités de proximité sont à créer ou à enrichir. »

...Témoignages



### Sandrine PEYRON, Conseillère territoire CAF de l'Ain

« Un territoire semi - rural (95 % des communes ont moins de 5 000 habitants) avec une frontière sud très urbaine (la Côtère).

Une démographie dynamique : augmentation de la population de 13.8 % entre 1999 et 2016 contre 10 % pour le département. Une population globalement plus jeune que celle du département : 30 % des moins de 18 ans du département résident sur le territoire Dombes.

La Dombes représente 24.9 % des allocataires de la Caf de l'Ain, 24 % des dépenses de prestations et 25.3 % des dépenses d'action sociale. Une population allocataire jeune : 33 % moins de 6 ans, 40 % de moins de 14 ans, 46 % entre 25 et 59 ans. 68% sont des couples avec enfants, 13% sont des mono parents. Une majorité de couples biactifs : Forte activité des femmes avec un enfant de moins de 6 ans (73%). Moins d'allocataires en précarité que sur le département mais plus de bénéficiaires d'une aide pour l'accès au logement.

Un Grand territoire avec une forte population jeune, inégalement couvert en services aux familles.

Les enjeux : pérenniser et mettre en adéquation l'offre avec l'évolution des besoins locaux, notamment sur les zones moins urbaines. Un Besoin de mutualisation entre les micro-territoires. Développer l'intercommunalité autour des politiques sociales. Développer les diagnostics locaux pour une meilleure vision des besoins, notamment pour les territoires proches de l'agglomération lyonnaise.

Dans les grandes préoccupations autres : la jeunesse, l'insertion/inclusion, l'offre de garde et les horaires atypiques. »

### Gaëlle RAMPON, Responsable d'agence Menway

« L'activité économique de la Côtère est très dynamique cette année. Cette reprise économique, ne trouve malheureusement pas les ressources humaines nécessaires. »

### Nicolas BERTHON, Chef d'agence Semcoda

« Une multitude d'atouts proche de la métropole. Un territoire d'avenir mais à piloter dans une vision globale. »

### Annick BRUNEL, Coordinatrice Côtère Avenir

« En tant que travailleur social dans le domaine spécifique de l'insertion, je perçois notre territoire comme plutôt moins défavorisé que d'autres. En effet nous disposons de différents moyens de transport (bus, train, lignes Colibri sur la CCMP) qui, sans régler toutes les difficultés, répondent tout de même à certaines situations. Concernant l'emploi, nous avons à proximité un panel d'entreprises au sein desquelles il y a des profils de poste accessibles à nos salariés les plus proches de l'emploi (nettoyage, industrie, logistique...). En ce qui concerne le numérique, nombre d'utilisateurs avec lesquels nous travaillons sont très éloignés d'une maîtrise suffisante de l'outil et là encore, quelques initiatives tendent à réduire les difficultés : accès à des postes dans les centres sociaux ou certaines associations, accompagnement par vos services pour la question spécifique de l'inscription Pôle Emploi, travail en cours sur la réalisation d'un annuaire numérique accessible aux usagers et aux professionnels... Bien sûr de nombreuses solutions restent à trouver, notamment l'accès au permis de conduire pour les plus précaires, le coût étant excessivement élevé. De la même manière, les secteurs de la restauration et de l'industrie recrutent, mais les horaires décalés posent problèmes aux personnes ayant de jeunes enfants... »

### Charlotte NARDON, Chargée de recrutement Initial

« Concernant le recrutement sur notre bassin nous rencontrons beaucoup de difficulté : Beaucoup de candidats non véhiculé ou sans permis ; Peu de candidature par rapport au nombre élevé d'offre ; Problème d'assiduité et de savoir être. »

### Valérie PALMISANO, Ain Profession Sport

« Nous avons réalisé cette année une POEC sur les métiers du sport et de l'animation qui a été un véritable succès pour les personnes de votre secteur. Deux d'entre elle suivent actuellement une formation professionnelle (BPJEPS) en contrat d'apprentissage. Il existe une réelle demande d'information sur les métiers du sport et de l'animation sachant que cette branche d'activité est toujours en recherche de personnel avec toutefois des contraintes liées au temps et à la répartition du travail (temps partiel et horaires début et fin journée).

Sur notre branche d'activité, les associations employeur avec lesquelles nous travaillons ne connaissent pas à ce jour de problèmes particuliers et votre territoire reste dynamique. En revanche, l'arrêt des contrats aidés contraint les associations à revoir la création d'emploi ou à se reporter sur les services civiques. »

« Le public TH suivi sur le secteur relève pour la plupart d'un accompagnement vers une reconversion professionnelle. En effet, la majorité des personnes accompagnées, âgées de 50 ans et plus, peu ou pas qualifiées, sont inaptes à leur ancien métier. Un premier travail sur le projet professionnel s'avère essentiel pour valider des pistes de métiers adaptées à leur état de santé et prenant en compte les débouchés sur le marché du travail. Avec en parallèle, la mise en place d'une remise à niveau (de type compétences 1ères C3), indispensable pour ce public qui a quitté les bancs de l'école depuis des années et qui a besoin de se familiariser avec l'outil informatique (bureautique).

En découle ensuite un besoin de formation incontournable pour que ces personnes puissent acquérir les compétences nécessaires à l'exercice du nouveau métier et pour pouvoir satisfaire aux prérequis exigés par les recruteurs.

Favoriser leur embauche sur des contrats de professionnalisation ou les faire participer à des actions professionnalisantes, adaptées à leur projet, telles que les POEC / MRS / CARED ... est une excellente alternative à leur retour à l'emploi.

Développer l'offre d'emploi à temps partiel sur des postes non physiques (Ex : petits conditionnements/contrôle, accueil/petit administratif, ...) permettrait de répondre à la demande d'emploi des bénéficiaires d'une invalidité ou rente accident du travail/maladie professionnelle qui souhaitent reprendre une activité dans le but d'avoir un complément de revenu. »

Nicolas ANGEL, Directeur de territoire Dynacité

« Ce qui caractérise à mon sens votre territoire d'intervention c'est sa dynamique en terme d'emploi à la fois au sein même du territoire mais aussi sur des territoires limitrophes demandant peu de déplacements : métropole lyonnaise, PIPA, St-Exupéry.

Par contre je note souvent 2 difficultés qui me sont remontées par des entreprises ou des élus : l'inadéquation entre les offres d'emploi et la formation des demandeurs d'emploi et ce notamment dans l'industrie ; les difficultés de déplacements pour les personnes qui n'ont pas de véhicule ou un seul véhicule par couple.

Sur le volet logement, nous ne rencontrons pas de difficulté en matière de volume de l'offre disponible même si un développement raisonné de l'offre locative reste nécessaire sur ce territoire dans les années à venir pour continuer de répondre aux besoins.

En zone rurale, le fait de n'avoir qu'un véhicule par foyer est souvent un frein. »

« Le secteur est très développé, que ce soit au niveau des services proposés aux entreprises comme à destination de la population. Les demandeurs d'emploi sont exigeants (voire parfois trop. Peu d'actions sont mises en place pour aider les demandeurs d'emploi sans moyen de locomotion. »

Lilian BUCHALLET, Conseiller en formation AFPMA

« De plus en plus d'entreprises industrielles viennent s'implanter ou augmentent leur capacité de production sur le territoire ce qui crée une forte demande de main d'oeuvre. Les process étant de plus en plus complexes il est nécessaire que les personnes soient formées, ce qui en soi ne représente aucun problème puisqu'il y a, à mon sens, des organismes de formation en quantité et de qualité sur le secteur. Par contre la principale problématique que l'on rencontre est : l'inexistence de réseaux de transport permettant de rapprocher les bassins d'emploi des bassins de population. La seconde problématique est la méconnaissance des métiers de l'industrie au niveau du grand public point sur lequel nous pouvons travailler... »



### Carine PINON, conseillère emploi

« Notre situation géographique est très particulière : un mélange de rural et d'urbain avec des problèmes de mobilité pour certains mais aussi des possibilités pour celles et ceux qui le souhaitent de travailler sur des secteurs plus recruteurs comme Lyon ou Bourg en Bresse. »

### Rémi POTAVIN, conseiller entreprises

« Nous avons la chance d'avoir un territoire dynamique offrant de multiples opportunités d'emploi ; industrie, commerce, service..., ainsi qu'un maillage d'entreprises de travail temporaire important. Cependant face à ces deux principaux atouts, nous sommes confrontés à une population de plus en plus démunie face aux outils numériques et à la maîtrise des outils de recherche d'emploi. »

### Valérie PETIT-PAS, chargée de projet emploi

« Si les profils sociaux des demandeurs d'emploi sont très hétérogènes, leurs freins périphériques à l'emploi sont souvent très similaires. »

### Stéphanie OTTONELLO, responsable d'équipe

« C'est un territoire mixte !!! Territoire industriel et urbain sur la Côtière, et territoire de services et semi-rural sur le sud-est de notre territoire. »

### Céline PERRINO, conseillère emploi

« Notre territoire est dynamique. Il y a de réelles envies des communes et associations de s'investir dans l'insertion sociale et professionnelle, mais le partenariat doit encore se développer. Concernant les difficultés d'accès à l'emploi, la mobilité reste un grand problème pour l'accès aux zones industrielles aux horaires nécessitant de se déplacer (aide à la personne...). »

### Annick ANDRES, responsable orientation

« Je reçois de plus en plus de séniors et de travailleurs handicapés Les travailleurs handicapés ont besoin de travailler en profondeur leur projet, de tester des métiers ou d'identifier au sein des entreprises les postes de travail accessibles à des personnes qui ne peuvent pas rester debout trop longtemps ni porter de charges (majorité des problématiques rencontrées chez ces personnes).

Pour les séniors, c'est tout aussi compliqué notamment en raison de la nécessité d'un changement de posture de la part des entreprises qui ne veulent pas investir sur des séniors. »

### Teddy MERCHADIER, agent administratif

« Il n'y a pas grande activité sur la Côtière. Peu de commerces de proximité (en tout cas à Beynost), les communes comme Miribel, Beynost, Saint-Maurice-de-Beynost ne possèdent pas de «centre-ville», ce sont des villes traversantes et le plus gros de l'activité se situe dans les zones industrielles et commerciales, excentrées. Culturellement, malgré nombre d'associations, cela reste très pauvre (mais mon jugement doit être biaisé car je viens de grandes villes comme Paris ou Toulouse). En terme de population, c'est assez homogène, même si l'on ressent que Beynost et Miribel sont habitées par des populations plus aisées que Saint-Maurice et Montluel. Professionnellement, d'après mon angle d'observation, les gens travaillent plutôt dans le secteur secondaire et beaucoup en intérim. »

### Marie-Laurence CROISAT, conseillère emploi

« Certes, notre territoire permet de trouver de l'emploi mais les possibilités se rétrécissent pour certains ayant déjà « écumé » les entreprises de proximité : je souhaite souligner un manque de réseau de transport en direction de la plaine de l'Ain, lieu de travail qui permettrait à un plus grand nombre d'accéder à l'emploi. De plus en plus, les services se dématérialisent, et je souhaite relever ici, le manque de lieu sur notre territoire, permettant l'accès et la formation au numérique dans le but d'une utilisation simple mais nécessaire au quotidien. »

### Isabelle MARESCIANO, conseillère PAGM

« Il manque des moyen de transport dans les zones rurales. »

### Laurence SCTRICK, conseillère indemnisation

« Notre territoire a une localisation privilégiée en terme d'emploi, tant par la présence d'un vivier d'entreprises sur place dans diverses zones industrielles, que dans la proximité de Lyon et son accès facile et rapide par le train. Ceci n'est valable que pour les emplois avec des horaires en journée (donc pas les postes en équipe, ni les postes en restauration). Cependant, il semble paradoxalement beaucoup moins évident pour les personnes recherchant des postes peu qualifiés que pour les autres d'utiliser les transport en commun, et elles se ferment rapidement des portes intéressantes. »

### Sanae KELAI, service civique

« Etant toute nouvelle sur la région, je ne peux pas grandement m'avancer sur notre territoire. Toutefois, l'environnement économique semble bien se porter, il y a quand même pas mal de postes à pourvoir.

A mon sens, il y a autant d'hommes que de femmes en demandeurs d'emplois. Néanmoins, je trouve qu'il n'y a pas beaucoup de jeunes.

Plus de la moitié des postes à pourvoir sont dans le secteur industriel.

Concernant mes missions, j'ai pu observer que les hommes sont beaucoup plus en difficultés que les femmes, dans l'appropriation des outils numériques. Outre cela, le pôle emploi de Miribel propose pas mal de postes en comparaison à d'autres agences. Bien entendu, il s'agit de mon opinion.. »

### Christine THOUNPHOUT, conseillère emploi

« Les métiers de l'industrie sont très représentés sur le territoire : préparateurs de commandes, opérateurs de production. Pour les «cadres» ( tous secteurs confondus), nous avons une représentation moins fine du potentiel d'emploi pour ces profils. »

### Christine FRETIGNY, conseillère PAGM

« Il existe un gros problème de transport et de population par rapport à la localisation des entreprises. C'est aussi un secteur géographique où la vie est agréable, mais avec des inconvénients liés à l'absence de certains services : grandes écoles, spectacles... »

...Verbatim



### Pascale MAILLET conseillère emploi

« Nous sommes dans un environnement favorable économiquement pour les années à venir :

- des terrains disponibles à la construction (sur la Plaine de l'Ain essentiellement, et peut-être sur la Côtière s'ils sont constructibles) encore abordable financièrement (par rapport au Rhône)
- une autoroute de proximité
- un aéroport.

La problématique sera au niveau de la circulation routière si la DDE n'anticipe pas.

Les catégories Agents de maîtrise et cadres risquent de ne pas être beaucoup impactés sauf si par exemple des pôles de recherche ou d'ingénierie s'installent.

Le niveau de vie de la population de la Côtière semble augmenter, vu les constructions neuves d'ex-Lyonnais... »

### Christine DEBARRE, responsable d'équipe

« Notre territoire est dynamique sur le volet de l'emploi mais a ses limites du fait du manque de transports en commun. Un exemple parmi tant d'autres, les demandeurs d'emploi peu mobiles ont du mal à aller travailler sur le PIPA. »

### Karine MOUFLET, conseillère entreprise

« Notre territoire est plutôt attractif, proche de l'agglomération lyonnaise et agréable à vivre. c'est un territoire dynamique qui se développe et propose de nombreux emplois, mais est marqué par l'inadéquation entre les emplois proposés par les entreprises et la recherche des demandeurs d'emploi, ce qui va engendrer des secteurs en grosses difficultés de recrutement (restauration, industrie, services à la personne. Pour finir, des inégalités existent sur le territoire : certaines zones sont isolées avec peu de services et aucun transport en commun (problème de mobilité et d'accès aux services pour les habitants des communes concernées) alors que d'autres zones plus urbaines disposent de services de proximité (maison de l'emploi...) et de transport en commun (Colibri...). »

### Blandine BONO, conseillère indemnisation

« Nous sommes sur un territoire situé dans l'axe Lyon/ Genève représenté par l'autoroute A42 et la voie ferroviaire (parkings saturés de Meximieux à Miribel) où il fait plutôt bon vivre (de plus en plus de lyonnais viennent s'installer dans le secteur) : proximité du travail CDI, CDD, intérim (Lyon avec le tertiaire, la côtière avec l'industrie, la logistique et les services (restauration, commerces, aide à la personne), le PIPA avec la logistique et l'industrie), campagne et forêts, dynamisme (beaucoup d'associations sportives et culturelles, bonne couverture numérique), population plutôt jeune.

Les problématiques, sont l'enclavement des personnes les plus en difficulté dans des communes non desservies par les transports en commun et qui n'ont généralement pas de véhicule ainsi que les difficultés à faire garder les enfants pour les femmes (manque de structures d'accueil et de réactivité). »

### Fabiola AMORO, conseillère emploi

« Le manque de permis des demandeurs d'emploi sur notre territoire est un frein à la recherche d'emploi. Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi augmente sur notre bassin. »

### Françoise BARRET, conseillère emploi

« Nous avons la chance d'être sur un territoire où l'activité économique est dynamique et en plein développement ; on nous annonce régulièrement de nouvelles implantations industrielles sur le secteur Plaine de l'Ain et Côtière.

Nous avons une majorité de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés qui ont aussi la chance de pouvoir travailler sur des postes peu exigeants en terme de qualification, je pense aux postes en tant qu'agent de production, de conditionnement, manutentionnaire, préparateur de commandes... les agences de travail temporaire sont bien présentes et nous aident considérablement au placement de nos demandeurs d'emploi.

A contrario, nous avons un volume d'offres insuffisant dans le secteur tertiaire pour répondre aux nombreux(ses) demandeurs (ses) d'emploi.

Les difficultés souvent rencontrées par nos demandeurs d'emploi jeunes et moins jeunes sont : l'impossibilité de se rendre sur les lieux de travail par absence de transport en commun (essentiellement pour l'accès au PIPA) et l'insuffisance des structures d'accueil pour la garde des enfants en bas âge. »

## Nathalie BEYNET, conseillère entreprises

- « Voici les caractéristiques de notre zone selon moi :
- Le bassin est « riche » en propositions d'emplois et marqué par l'industrie et la logistique. C'est aussi un territoire semi-rural, avec des zones d'activités géographiquement concentrées.
  - Inadéquation entre les métiers proposés et ceux recherchés.
  - Réelle souffrance exprimée par les employeurs de l'hôtellerie-restauration qui ont du mal à recruter
  - Transports peu nombreux ou inadaptés aux horaires de travail, une entreprise a même changé son démarrage d'activité de 6h à 7h du matin pour faciliter l'accès aux salariés non véhiculés.
  - La mobilité reste le problème majeur : en termes de transports, mais également sur les flux migratoires. La majorité des candidats sont nés dans le bassin. La barrière de mobilité est aussi culturelle et ne permet pas d'aller vers les postes adéquats. Par ailleurs, « l'effort consenti » en termes de distances de déplacements et durée est largement inférieur à celui des agglos.
  - Les employeurs ne sont pas « enclins » à recevoir des candidats provenant d'autres territoires, difficultés aussi sur l'acceptation de mobilité possible.
  - J'ai l'impression que - parfois - les nouvelles implantations d'entreprises se font sans étude de la main d'œuvre potentielle. Cela crée des déséquilibres sur le système existant et génère un risque de « dumping social » ou de pénurie de main d'œuvre.
  - Les profils ciblés par les entreprises sont des candidats de 20 à 35 ans, peu ou pas diplômés et mobiles. Face aux difficultés de recrutement, les entreprises acceptent de plus en plus des débutants à former en interne.
  - Des soucis récurrents sur le savoir-être. Les candidats ne cherchent pas forcément des CDI. »

## Caroline CHANTEUX, conseillère emploi

- « Nous avons une réelle problématique de transport : pas assez de navettes sur le PIPA, aide au permis pas toujours possible à mobiliser (conditions d'accès), horaires SNCF non fiables qui rend les recruteurs lyonnais méfiants.
- Nous sommes aussi trop souvent interpellées par des femmes qui se retrouvent bloquées par des problématiques de garde d'enfants : pas assez de places en structure et/ou pas assez de souplesse ce qui bloque pour accepter des postes en CDD court ou en intérim. »



- Proximité de Lyon
- Croissance démographique
- Population globalement jeune
- Part des ménages
- Population active occupée
- Population diplômée et qualifiée
- Vocation industrielle du territoire
- Augmentation du nombre d'emplois
- Nombreux services
- Réseau auto-routier
- Niveau de vie moyen
- Faible précarité sociale
- Présence de 14 agences d'emploi
- Taux de retour à l'emploi
- Faible intensité du chômage

**FORCES**

## DE NOMBREUX ATOUTS

Fort de ses atouts et de ses projets, le territoire devra également anticiper les risques potentiels pour envisager l'avenir sereinement.

**OPPORTUNITES**

- Extension des zones d'activités de Montluel et Beynost
- Développement et diversification du Parc industriel de la Plaine de l'Ain
- Augmentation de la population
- Besoins augmentant de services à destination de la population
- Volontés politiques de développement du territoire
- Dynamique de créations d'emploi

- Coût du logement
- Différences territoriales sur les niveaux de vie
- Niches de pauvreté sur certaines communes
- Niveaux de qualifications très hétérogènes
- Des territoires très ruraux
- Des territoires à vocation résidentielle
- Peu de transports en commun
- Concentration géographique des emplois
- Postes non pourvus
- Absence d'organismes de formation
- Fragilité des DEFM seniors / TH / RSA

## FAIBLESSES

## MENACES

- Absence de mobilité de certains publics et hétérogénéité des transports en commune
- Nombreux risques de fracture : niveaux de qualification, accès et maîtrise du numérique, niveaux de vie et pauvreté, zones urbaines et zones rurales, maîtrise de la langue
- Besoins exponentiels dans la logistique
- Peu de vocation pour les métiers de l'industrie
- Les jeunes quittent le territoire pour suivre leurs études
- Risque de devenir la grande banlieue de Lyon
- Quel avenir pour les candidats peu qualifiés ?
- Risque de déséquilibre entre les besoins des entreprises et le potentiel de candidats



...Synthèse



pôle emploi Meximieux-Miribel

ZI Les verchères 01800 MEXIMIEUX - 71 rue du tour 01700 MIRIBEL

